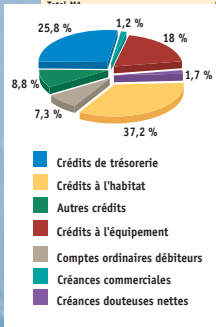




Bulletin trimestriel

Conjoncture monétaire et financière

	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
M1							
Circulation fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	186 008	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPT	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
M2							
	117 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
M3							
	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
	-	368	760	368	392		106,6 %
M4							
	08 539	325 220	378 998	16 680	53 778	5,4 %	16,5 %
	94 903	197 245	168 135	2 342	- 29 111	1,2 %	- 14,8 %
	173 558	170 284	145 140	- 3 274	- 25 144	- 1,9 %	- 14,8 %



N° 138 - Statistiques au 31/03/2009

NOUVELLE-CALÉDONIE
115 000 000



Nouvelle-Calédonie

L'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM) est la banque centrale de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie et de Wallis et Futuna.

- Il assure l'émission de la monnaie ayant cours légal dans ces territoires : le franc CFP (Change Franc Pacifique) dont l'Etat français garantit la convertibilité sur la base d'une parité fixée depuis le 1^{er} janvier 1999 à 1.000 F CFP pour 8,38 euros. Il met en circulation des billets de valeur faciale de 10 000, 5 000, 1 000 et 500 F CFP et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2, 1 F CFP. Il contrôle scrupuleusement le volume et la qualité des signes monétaires.
- Il veille au bon fonctionnement du système bancaire en collaboration étroite avec les organismes nationaux chargés de la réglementation de la profession : Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissements (agrément), Comité de la réglementation bancaire et financière et Commission bancaire (contrôles et sanctions).
- Il conduit une politique monétaire visant à favoriser le développement économique dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique par l'intermédiaire du refinancement, sous certaines conditions, des crédits en faveur des secteurs économiques prioritaires et des zones économiquement défavorisées et également par le biais de la modulation du régime des réserves obligatoires.
- Il joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant enquêtes d'opinions régulières et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant notamment une lettre mensuelle et un bulletin trimestriel de conjoncture. L'IEOM réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque territoire et établit, en collaboration avec la Banque de France, la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.
- Il apporte ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation, centrale de bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, etc. Il assure dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'émission et la France métropolitaine. Ces mouvements transitent par le compte d'opérations ouvert au nom de l'IEOM dans les livres du Trésor public, ce compte garantissant de manière illimitée la convertibilité du F CFP en euro et la liberté des transferts.
- Il s'assure, en liaison avec la Banque de France, de la sécurité des moyens de paiement et de la pertinence des normes applicables en la matière, en vertu de l'article 71 de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne.
- De plus, l'IEOM assure en Nouvelle-Calédonie dans ses locaux, le secrétariat de la Commission de surendettement des particuliers depuis le 1^{er} avril 2007 (décret n°2007-43 du 10 janvier 2007). Dans ce cadre, il instruit les dossiers de surendettement soumis à la décision de la Commission.

Conjoncture financière et bancaire

Sommaire

1. Synthèse	2
2. La masse monétaire et la circulation fiduciaire	6
2.1 La masse monétaire	6
2.2 Les contreparties de la masse monétaire	6
2.3 La circulation fiduciaire	7
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	8
3.1 Les actifs par agent	8
Les avoirs des ménages	8
Les avoirs des sociétés	10
3.2 Les actifs par nature	11
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	12
4.1 Les passifs de la totalité des établissements de crédit	12
L'endettement des ménages	13
L'endettement des entreprises	13
L'endettement des collectivités locales	14
4.2 Les passifs des établissements locaux	15
5. Les engagements bancaires	17
5.1. Les risques sectoriels	
5.2. Les indicateurs de vulnérabilité	17
Les indicateurs globaux	19
Les indicateurs de vulnérabilité des ménages	19
Les indicateurs de vulnérabilité des entreprises	20
6. Le financement des concours bancaires	22
6.1 L'équilibre emplois - ressources	22
6.2 Le réescompte	22
7. La monétique et les échanges de valeur	23
7.1 La monétique	23
7.2 Les échanges de valeur	23
8. Rappel des taux	24
8.1 Les taux d'intérêt légal	24
8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM	24
8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire	24
8.4 Les taux de l'usure	25
8.5 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit	26
Annexe : Méthodologie	27

1. Synthèse

Un contexte économique et financier mondial toujours en crise

Dans le contexte actuel de crise économique et financière, les actions entreprises par les Etats des principales puissances économiques mondiales semblent prendre un nouveau tournant. Alors que des plans de relance ont été annoncés successivement depuis la fin de l'année 2008, la coordination internationale en matière de gestion de la crise se renforce et se précise.

Ainsi, le sommet du G20 qui s'est tenu à Londres le 2 avril 2009 s'est achevé en jetant les bases d'un accord visant à sortir les économies de la crise par une amélioration de la régulation des systèmes financiers et la restauration de la confiance. Outre la création d'un Conseil de stabilité financière, qui assurera la supervision et la régulation financière, les membres du G20 ont décidé de renforcer les moyens alloués aux institutions financières internationales pour un montant total de 1.100 milliards de dollars. Le Fonds Monétaire International s'inscrit au centre de ce dispositif en bénéficiant du triplement de ses ressources (750 milliards de dollars). Son capital augmente de 250 milliards de dollars sous la forme de Droits de tirages spéciaux (DTS) et il obtient officiellement un mandat pour surveiller les économies mondiales, en collaboration avec le Conseil de stabilité financière. En termes de politique monétaire, les banques centrales ont poursuivi le mouvement de détente monétaire. Alors que le taux directeur de la FED se situe depuis décembre 2008 dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %, la BCE a baissé à sept reprises son principal taux pour le fixer à 1 % depuis le 13 mai 2009. Face à l'ampleur de la crise et au faible niveau atteint par les taux directeurs, les banques centrales se sont engagées progressivement vers des mesures moins traditionnelles que la simple fixation de taux directeur pour injecter des liquidités à travers les marchés financiers. Ainsi, la FED a annoncé en mars 2009 le rachat de 300 milliards de bons du Trésor américains, qui succède à sa précédente décision d'achat d'obligations liées à des crédits immobiliers. De son côté, la BCE a d'ores et déjà allongé la durée de ses prêts aux banques commerciales jusqu'à 12 mois et s'appête à racheter des obligations sécurisées adossées à des créances hypothécaires ou au secteur public pour un montant de 60 milliards d'euros.

Sur la base d'indicateurs laissant espérer que le point bas de la crise est passé, les indices boursiers ont enregistré un net rebond à partir de mars 2009. De la même façon, le cours du pétrole affiche une nette reprise depuis le début de l'année 2009 tout comme le taux de change euro dollar qui est remonté au-dessus de 1,40.

Une croissance des actifs financiers et des concours bancaires en Nouvelle-Calédonie qui ralentit sur le premier trimestre de l'année mais qui demeure dynamique sur douze mois

L'ensemble des actifs financiers progresse de 7,2 % entre le 31 mars 2008 et le 31 mars 2009 pour atteindre 511,8 milliards de F CFP. Dans le détail, les placements liquides ou à court terme connaissent un essor sensible avec un rythme de collecte qui atteint + 13,8 %, principalement sous l'impulsion des dépôts à terme (+ 17,8 % en douze mois). En liaison avec la morosité des marchés financiers, les placements à long terme affichent, pour leur part, une baisse de 2,1 %. Dans le détail, on notera toutefois que les contrats d'assurance-vie progressent de 6,2 % sur les douze derniers mois.

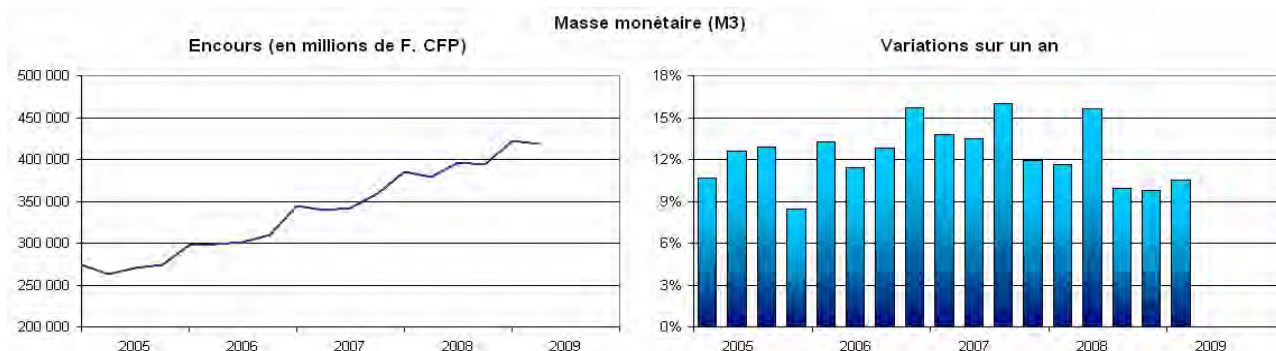
Parallèlement, malgré un premier trimestre 2009 atone, la distribution de crédit demeure soutenue sur douze mois avec une hausse de 10,9 % (après 16,9 % fin mars 2008). L'encours global atteint ainsi 719,8 milliards de F CFP au 31 mars 2009. En termes de risque, le portefeuille clientèle de l'ensemble des établissements de crédits (situés dans et hors de la zone d'émission) affiche un taux de créances douteuses brutes à 2,0 %, en retrait de 0,3 point par rapport au 31 mars 2008. Le taux de provisionnement, en recul de 0,4 point par rapport au 31 mars 2008, atteint 67,7 %.



Conjoncture financière et bancaire

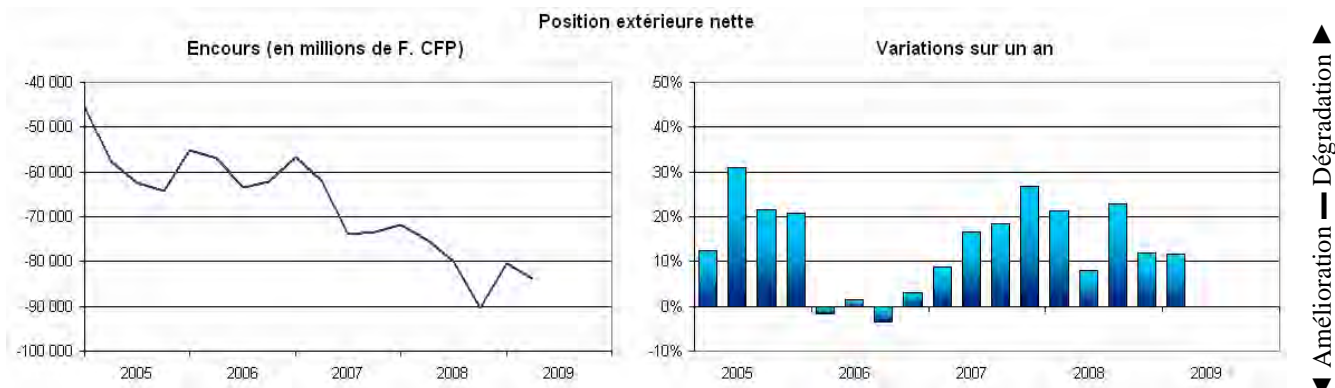
Progression de la masse monétaire et recours du système bancaire à des financements hors zone

La masse monétaire continue de croître rapidement avec un taux de progression de + 10,5 % à fin mars 2009 après + 11,6 % à fin mars 2008. Dans le détail, le rythme de croissance sur douze mois de l'agrégat étroit M1 s'atténue nettement (+ 3,2 % au 31 mars 2009 contre 7,2 % au 31 mars 2008). La progression de M2-M1 s'accélère du fait de la demande soutenue des comptes sur livrets et augmente de 16,5% entre mars 2008 et mars 2009 contre 6,5 % à la même période l'an dernier. La croissance de M3-M2 (essentiellement composé de dépôts à terme), à l'opposé, diminue mais demeure élevée s'établissant à 17,6 % sur les douze derniers mois (22,1 % sur la période précédente).



De leur côté, le rythme de progression sur douze mois des concours de caractère bancaire distribués par **les établissements de crédit locaux** demeure soutenu à + 9,4 % mais fléchit par rapport aux douze mois précédents où il s'établissait à + 13,2 % à fin mars 2008. La croissance des encours du secteur privé (ménages et entreprises) ralentit à + 10,8 % après + 13,4 % fin mars 2008. La demande des entreprises ralentit (+ 11,7 % à fin mars 2009 contre + 15,6 % à fin mars 2008) tout comme celle des ménages (+ 9,9 % à fin mars 2009 contre + 11,4 % à fin mars 2008). La demande publique affiche, pour sa part, une baisse de 43,5 % et reste marginale. Le ralentissement de l'activité des établissements de crédit locaux est particulièrement sensible pour les sociétés financières où l'activité avec les particuliers (quasi-exclusivement sous forme de crédits à la consommation) se contracte de 3,7 % en douze mois à fin mars 2009.

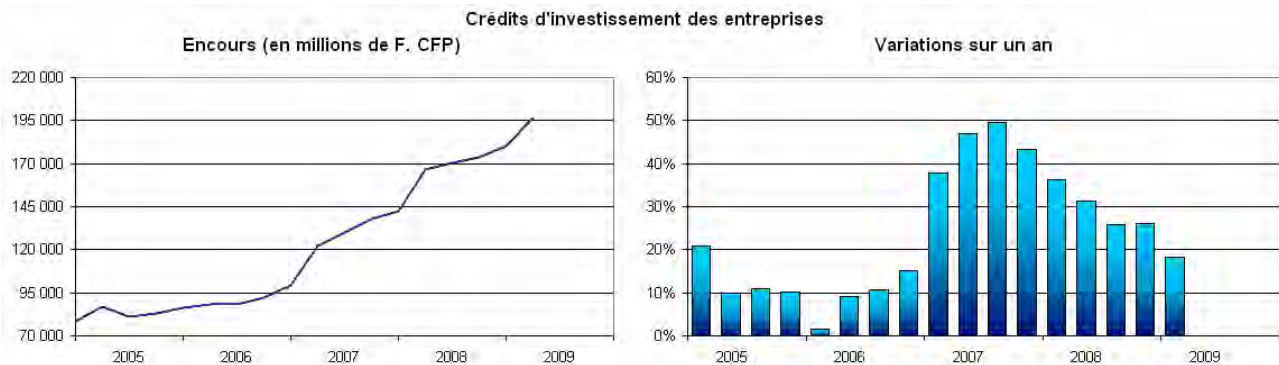
Les opérations avec la clientèle sont structurellement déficitaires dans la zone d'émission. Le recours au financement hors de la zone d'émission du système bancaire local continue de s'accroître mais de façon moins soutenue qu'en mars 2008. La position extérieure nette a donc connu une nouvelle dégradation de son solde en glissement annuel : elle est passée de - 75,2 milliards de F CFP à fin mars 2008 à - 83,9 milliards de F CFP à fin mars 2009. Les engagements hors zone d'émission des établissements de crédit locaux sont en léger recul (- 2,5 % à fin mars 2009 contre + 17,0 % à fin mars 2008) tandis que dans le même temps les avoirs hors zone se contractent sensiblement (- 16,1 % après avoir progressé de 13,2 % entre mars 2007 et mars 2008).



Conjoncture financière et bancaire

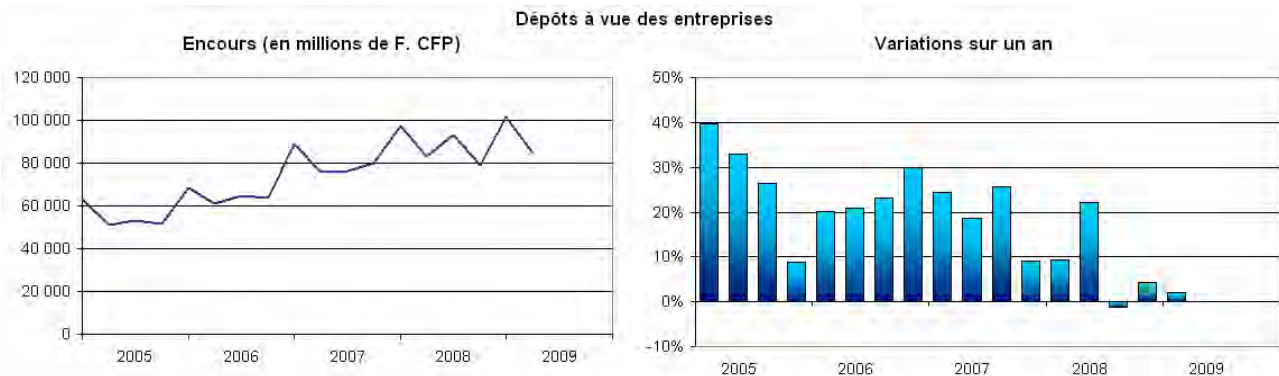
Un financement des entreprises en phase avec le développement de leur activité

Dans un contexte économique marqué par un certain attentisme préélectoral, par des inquiétudes liées à la première version de la LODEOM et par des recours en justice contre les protections dont bénéficient les producteurs locaux, l'endettement bancaire des entreprises marque une pause sur le premier trimestre de l'année (-0,1 % à fin mars). Sur douze mois la progression atteint toutefois 14,2 % à fin mars 2009 (+ 24,1 % à fin mars 2008). Dans le détail, les crédits à l'investissement progressent de 18,4 % après une hausse annuelle de 36,1 % à fin mars 2008 et les crédits à la construction augmentent de 11,9 % entre mars 2008 et mars 2009 après une hausse de 27 % douze mois auparavant.



Parallèlement à ce ralentissement de l'investissement, on observe une accélération de la progression de l'encours des crédits d'exploitation des entreprises qui augmente de 7,1 % entre le 31 mars 2008 et le 31 mars 2009 après + 0,9 % à la même période à fin mars 2008. Dans le détail, on observe que l'encours des comptes ordinaires débiteurs augmente de 8,7 % sur les douze derniers mois (contre un recul sur douze mois de 4,9 % à fin mars 2008).

Le besoin accru de disponibilités influe sur l'évolution de l'épargne des entreprises. Les dépôts à vue et les placements liquides à court terme voient à fin mars 2009 leur rythme de croissance ralentir respectivement de 2,1 % et 8,4 % après des hausses annuelles respectives de 9,4 % et 10,5 % fin mars 2008.



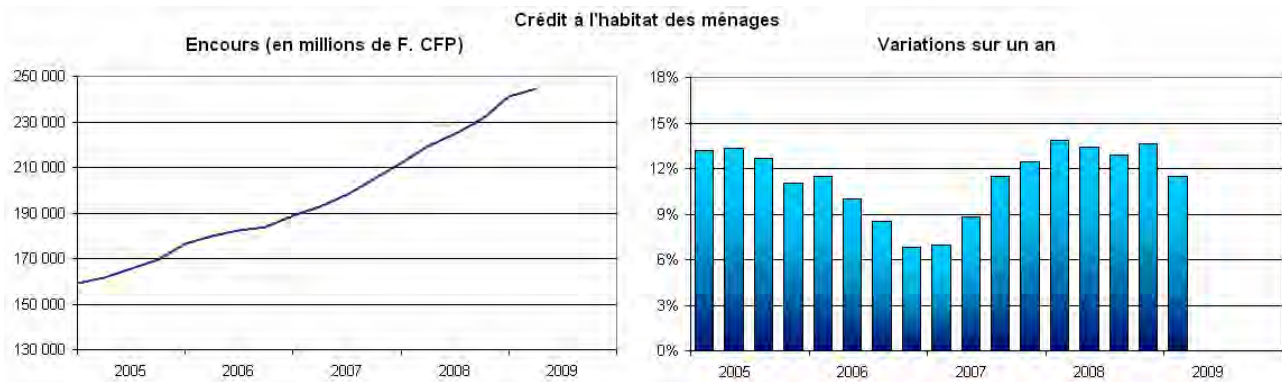
L'examen de la centrale des risques¹ du mois de mars 2009 permet d'observer que le secteur du BTP (8 % des engagements des professionnels) voit sa demande de financements s'accroître avec une progression des engagements de 22 % en douze mois après une hausse de 17,8 % fin mars 2008. L'encours du secteur des services (48 % des engagements en faveur des professionnels) progresse de 13,5 % après 13,2 % l'année précédente au mois de mars. Le commerce (16 % des engagements aux professionnels) affiche une croissance sensible de l'encours (+ 14,1 % après + 6,7 % fin mars 2008). Le secteur de l'hôtellerie enregistre une diminution des engagements de 13,2 % sur douze mois à fin mars 2009 après une hausse de 89,3 % à fin mars 2008 suite au financement de projets importants. Le secteur des industries affiche lui aussi une baisse de 4,3 % de ses engagements (après une hausse de 20,8 % en 2008). Enfin les engagements du secteur des transports et télécommunications augmentent de 18,8 % sur douze mois. Dans une situation d'augmentation globale des crédits, les taux de créances douteuses des différents secteurs baissent mécaniquement sur douze mois.

¹ Le périmètre de déclaration au SCR diffère de celui des concours pour sa partie concernant les établissements de crédits situés hors de la zone d'émission.

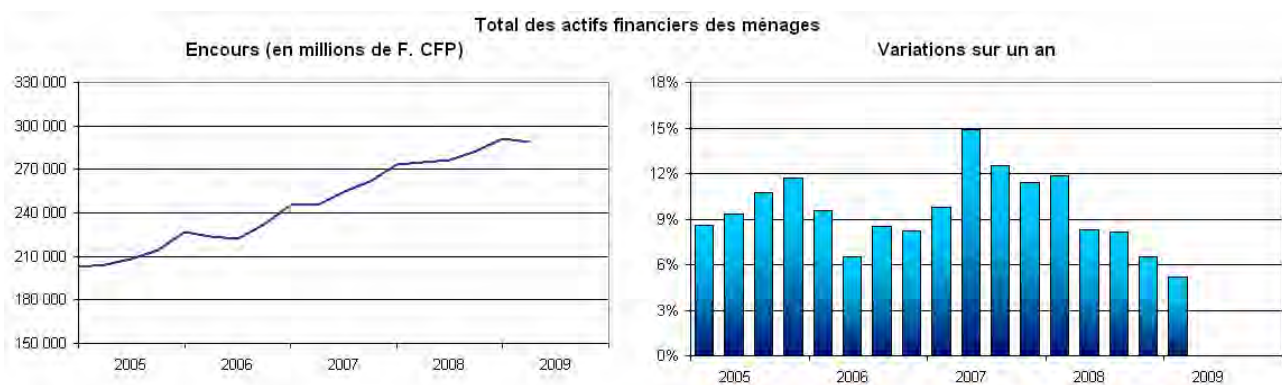
Conjoncture financière et bancaire

Des ménages qui continuent d'investir

Le taux de croissance sur douze mois de l'endettement des ménages atteint 9,8 % à fin mars 2009 après + 12,3 % en mars 2008. Dans le détail, les crédits à l'habitat se développent de 11,5 % après + 13,8 % à fin mars 2008. En matière de consommation, l'endettement des ménages fléchit à + 4,4 % en hausse annuelle à fin mars 2009 après une progression de 6,3 % à la même période l'année précédente.



Les actifs financiers des ménages voient leur rythme de croissance annuelle ralentir à 5,2 % au 31 mars 2009 après avoir atteint 11,8 % en mars 2008. Parmi les placements, on note une augmentation sensible du rythme de collecte des comptes d'épargne à régime spécial (+ 16,2 % au 31 mars 2009 contre + 7 % en mars 2008) tandis que celui des comptes à terme ralentit fortement (+ 11,9 % à fin mars 2009 contre + 50,9 % à fin mars 2008). Les contrats d'assurance-vie¹ progressent quant à eux de 6,2 % entre mars 2008 et mars 2009 contre 7,6 % sur la même période en 2008.



On observe sur le premier trimestre 2009 que les indicateurs de vulnérabilité de la trésorerie des ménages continuent de se dégrader avec des incidents de paiement sur chèques ainsi que des interdictions bancaires (particuliers) qui ont progressé respectivement de 6,6 % et 4 % sur un an. Les retraits de cartes bancaires connaissent parallèlement une forte augmentation (+ 35,4 % entre mars 2008 et mars 2009 contre une baisse de 6,5 % en mars 2008).

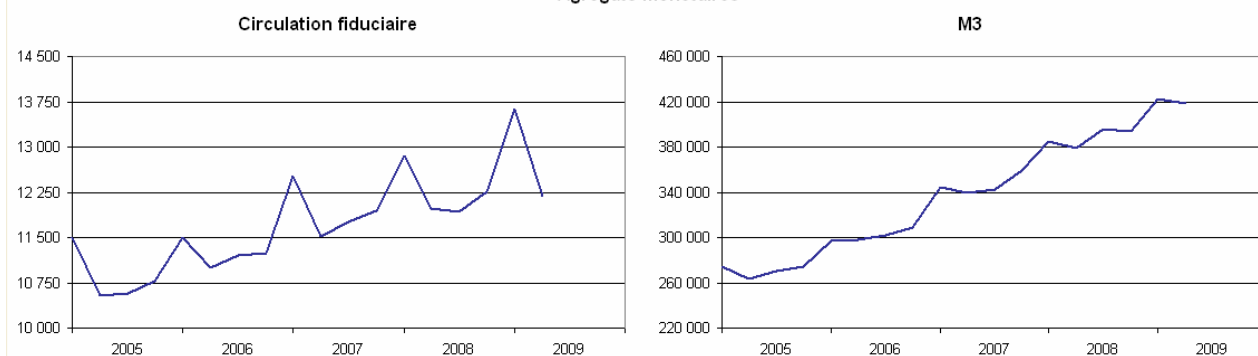
¹ Les encours d'assurance-vie collectés par les sociétés d'assurance qui ne sont pas filiales des établissements de crédit de la place ne font pas l'objet de déclarations auprès de l'IEOM. De ce fait, l'encours présenté dans ce bulletin n'est pas exhaustif.

2. La masse monétaire et ses contreparties

2.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	10 415	10 539	11 000	11 527	11 973	11 919	12 266	13 626	12 187	-10,6%	1,8%
<i>Billets</i>	9 303	9 372	9 780	10 232	10 584	10 516	10 840	12 159	10 712	-11,9%	1,2%
<i>Pièces</i>	1 112	1 167	1 220	1 295	1 389	1 403	1 426	1 467	1 475	0,5%	6,2%
Dépôts à vue	98 736	115 547	138 826	157 317	168 962	179 428	167 969	196 491	174 494	-11,2%	3,3%
TOTAL M1	109 151	126 086	149 826	168 844	180 935	191 347	180 235	210 117	186 681	-11,2%	3,2%
M2-M1	54 050	60 351	64 323	65 932	70 241	71 249	72 140	75 850	81 825	7,9%	16,5%
Comptes sur livrets	53 454	59 637	63 531	65 116	69 508	70 526	71 431	75 157	81 137	8,0%	16,7%
Comptes épargne logement	596	714	792	816	733	723	709	693	688	-0,7%	-6,1%
TOTAL M2	163 201	186 437	214 149	234 776	251 176	262 596	252 375	285 967	268 506	-6,1%	6,9%
M3-M2	74 814	77 020	84 311	104 737	127 833	133 090	141 908	136 777	150 311	9,9%	17,6%
Dépôts à terme	73 850	76 161	83 509	103 978	127 196	132 456	141 401	136 236	149 791	9,9%	17,8%
Bons de caisse	964	859	802	759	637	634	507	541	520	-3,9%	-18,4%
Total M3	238 015	263 457	298 460	339 513	379 009	395 686	394 283	422 744	418 817	-0,9%	10,5%
P1	3 799	4 867	5 931	5 820	5 003	4 854	4 499	4 301	4 216	-2,0%	-15,7%
Plans d'épargne logement	3 767	4 832	5 896	5 780	4 953	4 794	4 441	4 245	4 158	-2,0%	-16,1%
Autres compte d'épargne à régime spécial	32	35	35	40	50	60	58	56	58	3,6%	16,0%
M3+P1	241 814	268 324	304 391	345 333	384 012	400 540	398 782	427 045	423 033	-0,9%	10,2%

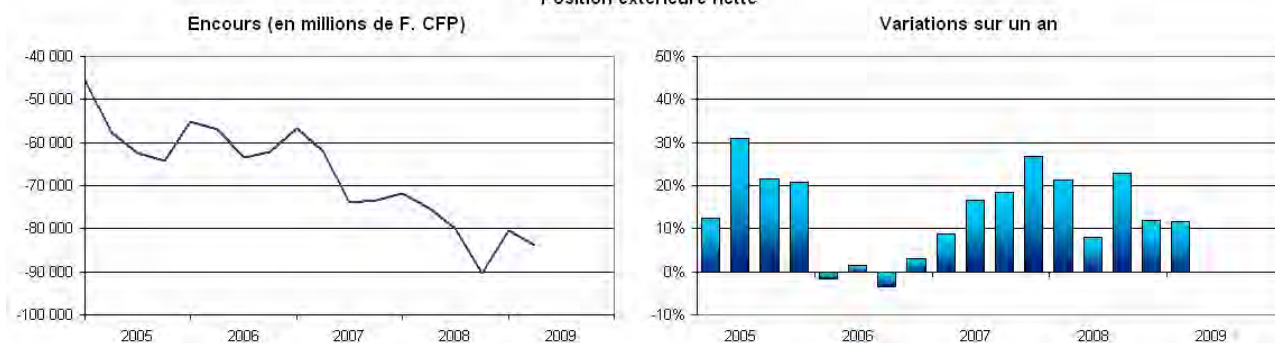
Agrégats monétaires



2.2 Les contreparties de la masse monétaire

Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	47 727	72 309	87 037	92 175	103 489	101 635	86 850	97 900	90 499	-7,6%	-12,6%
Institut d'émission	16 503	18 123	19 928	23 126	25 354	24 632	15 689	25 795	24 941	-3,3%	-1,6%
Etablissements de crédit	31 224	54 186	67 109	69 049	78 135	77 003	71 161	72 105	65 558	-9,1%	-16,1%
Créances du Trésor public	9 455	10 218	12 158	12 951	14 033	14 346	14 405	16 070	15 887	-1,1%	13,2%
Concours sur ressources monétaires	180 833	180 930	199 265	234 387	261 487	279 705	293 028	308 774	312 431	1,2%	19,5%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	313 708	348 774	386 762	431 970	488 985	502 903	523 356	537 161	534 803	-0,4%	9,4%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	132 875	167 844	187 497	197 583	227 498	230 198	230 328	228 387	222 372	-2,6%	-2,3%
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	30 916	33 329	38 924	39 001	44 797	47 688	47 451	47 505	47 769	0,6%	6,6%
Provisions sur créances douteuses	10 927	10 945	9 940	10 077	10 046	10 120	10 086	9 627	9 715	0,9%	-3,3%
Engagements hors zone d'émission	82 693	112 012	124 042	131 011	153 290	156 851	161 502	152 590	149 473	-2,0%	-2,5%
Epargne contractuelle	3 799	4 867	5 932	5 820	5 003	4 854	4 500	4 303	4 215	-2,0%	-15,8%
Divers	4 540	6 691	8 659	11 674	14 362	3 685	6 789	14 362	11 200	-22,0%	-22,0%
Total M3	238 015	263 457	298 460	339 513	379 009	395 686	394 283	422 744	418 817	-0,9%	10,5%
Position extérieure nette	-51 469	-57 826	-56 933	-61 962	-75 155	-79 848	-90 341	-80 485	-83 915	4,3%	11,7%

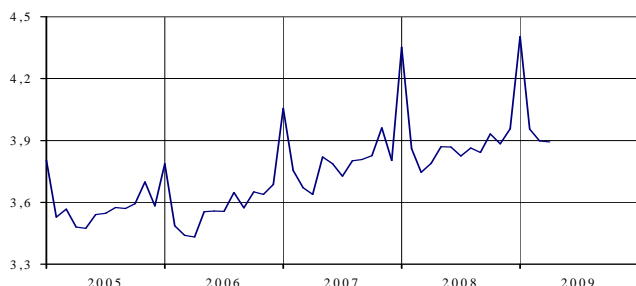
Position extérieure nette



2.3 La circulation fiduciaire

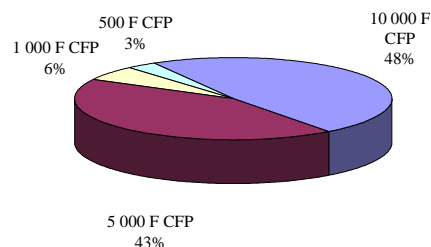
Evolution mensuelle de l'émission nette de billets en valeur

(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de billets CFP à fin mars 2009

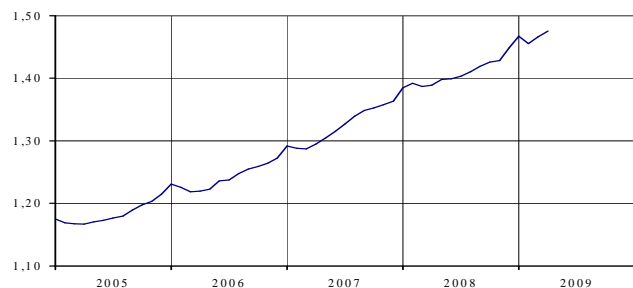


Source : IEOM

Emissions de billets	Montants en millions de XPF										Variations	
	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	1 trim	1 an	
En nombre	3 394 883	3 480 815	3 433 122	3 639 149	3 790 167	3 825 558	3 931 530	4 403 272	3 894 172	-11,6%	2,7%	
10 000 F CFP	528 681	551 558	558 373	605 607	691 929	704 594	712 363	809 158	755 601	-6,6%	9,2%	
5 000 F CFP	1 024 426	1 052 636	1 099 062	1 195 147	1 286 730	1 284 175	1 312 207	1 507 125	1 331 717	-11,6%	3,5%	
1 000 F CFP	1 019 177	1 008 773	888 344	973 395	969 042	1 003 339	1 064 666	1 222 067	998 141	-18,3%	3,0%	
500 F CFP	822 599	867 848	887 343	865 000	842 466	833 450	842 294	864 922	808 713	-6,5%	-4,0%	
En millions de F CFP	11 839	12 222	12 411	13 438	14 743	14 887	15 170	17 282	15 617	-9,6%	5,9%	
10 000 F CFP	5 287	5 516	5 584	6 056	6 919	7 046	7 124	8 092	7 556	-6,6%	9,2%	
5 000 F CFP	5 122	5 263	5 495	5 976	6 434	6 421	6 561	7 536	6 659	-11,6%	3,5%	
1 000 F CFP	1 019	1 009	888	973	969	1 003	1 065	1 222	998	-18,3%	3,0%	
500 F CFP	411	434	444	433	421	417	421	433	404	-6,5%	-4,0%	

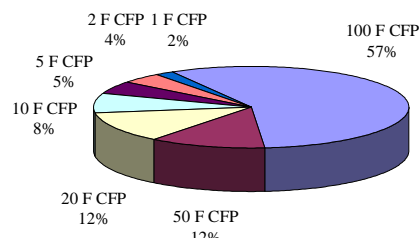
Evolution mensuelle de l'émission nette de pièces en valeur

(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de pièces CFP à fin mars 2009



Source : IEOM

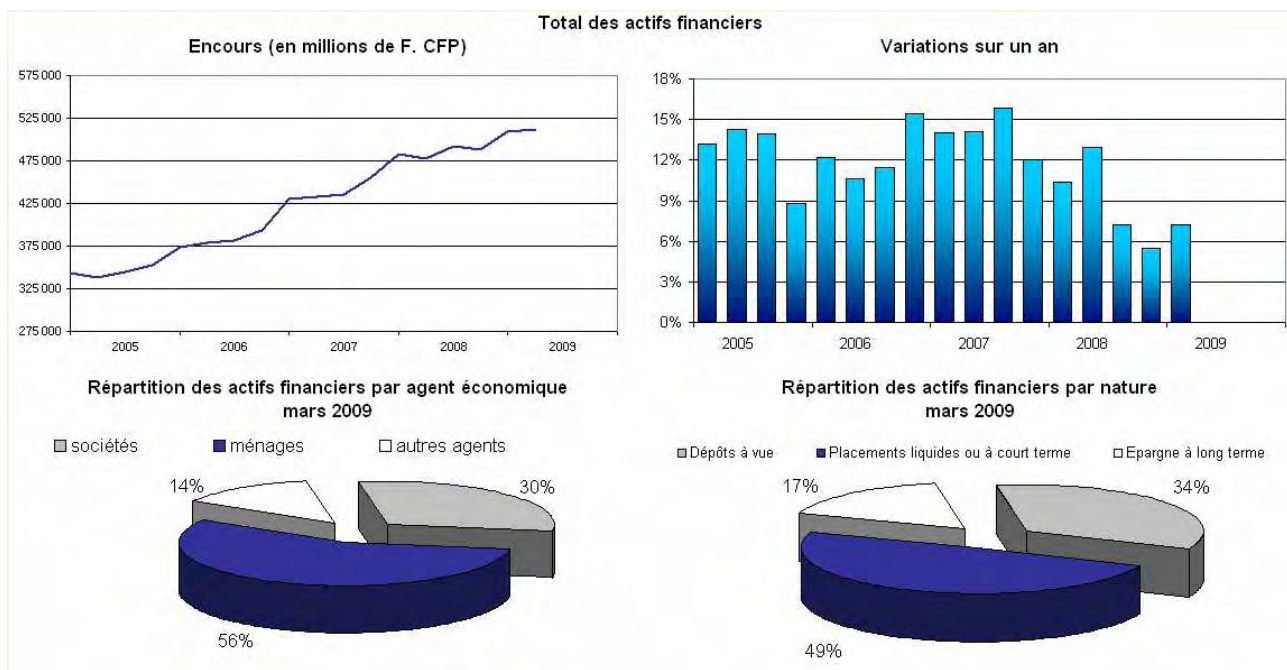
Emissions de pièces	Montants en millions de XPF										Variations	
	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	1 trim	1 an	
En nombre	85 980 937	90 423 752	94 658 827	99 698 362	105 557 801	106 757 985	108 487 564	110 640 701	111 894 718	1,1%	6,0%	
100 F CFP	6 277 382	6 596 233	6 877 580	7 335 463	7 928 374	8 022 194	8 133 450	8 378 492	8 382 546	0,0%	5,7%	
50 F CFP	2 672 766	2 796 311	2 919 133	3 076 881	3 244 748	3 250 696	3 318 716	3 440 760	3 446 340	0,2%	6,2%	
20 F CFP	6 497 387	6 813 408	7 189 057	7 577 475	8 053 308	8 148 271	8 320 773	8 537 805	8 688 603	1,8%	7,9%	
10 F CFP	9 493 228	9 880 064	10 320 507	10 871 893	11 660 379	11 807 864	11 983 358	12 307 884	12 498 923	1,6%	7,2%	
5 F CFP	10 724 837	11 370 350	11 929 950	12 837 548	13 739 936	13 774 356	14 006 654	14 473 084	14 773 505	2,1%	7,5%	
2 F CFP	21 303 971	22 663 880	23 710 059	24 853 956	26 213 888	26 621 414	27 144 416	27 443 451	27 749 558	1,1%	5,9%	
1 F CFP	29 011 366	30 303 506	31 712 541	33 145 146	34 717 168	35 133 190	35 580 197	36 059 225	36 355 243	0,8%	4,7%	
En millions de F CFP	1 111	1 167	1 220	1 295	1 389	1 403	1 425	1 467	1 475	0,6%	6,2%	
100 F CFP	628	660	688	734	793	802	813	838	838	0,1%	5,7%	
50 F CFP	134	140	146	154	162	163	166	172	172	0,2%	6,2%	
20 F CFP	130	136	144	152	161	163	166	171	174	1,8%	7,9%	
10 F CFP	95	99	103	109	117	118	120	123	125	1,5%	7,2%	
5 F CFP	54	57	60	64	69	69	70	72	74	2,1%	7,6%	
2 F CFP	43	45	47	50	52	53	54	55	56	1,1%	5,9%	
1 F CFP	29	30	32	33	35	35	36	36	36	0,8%	4,9%	

3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

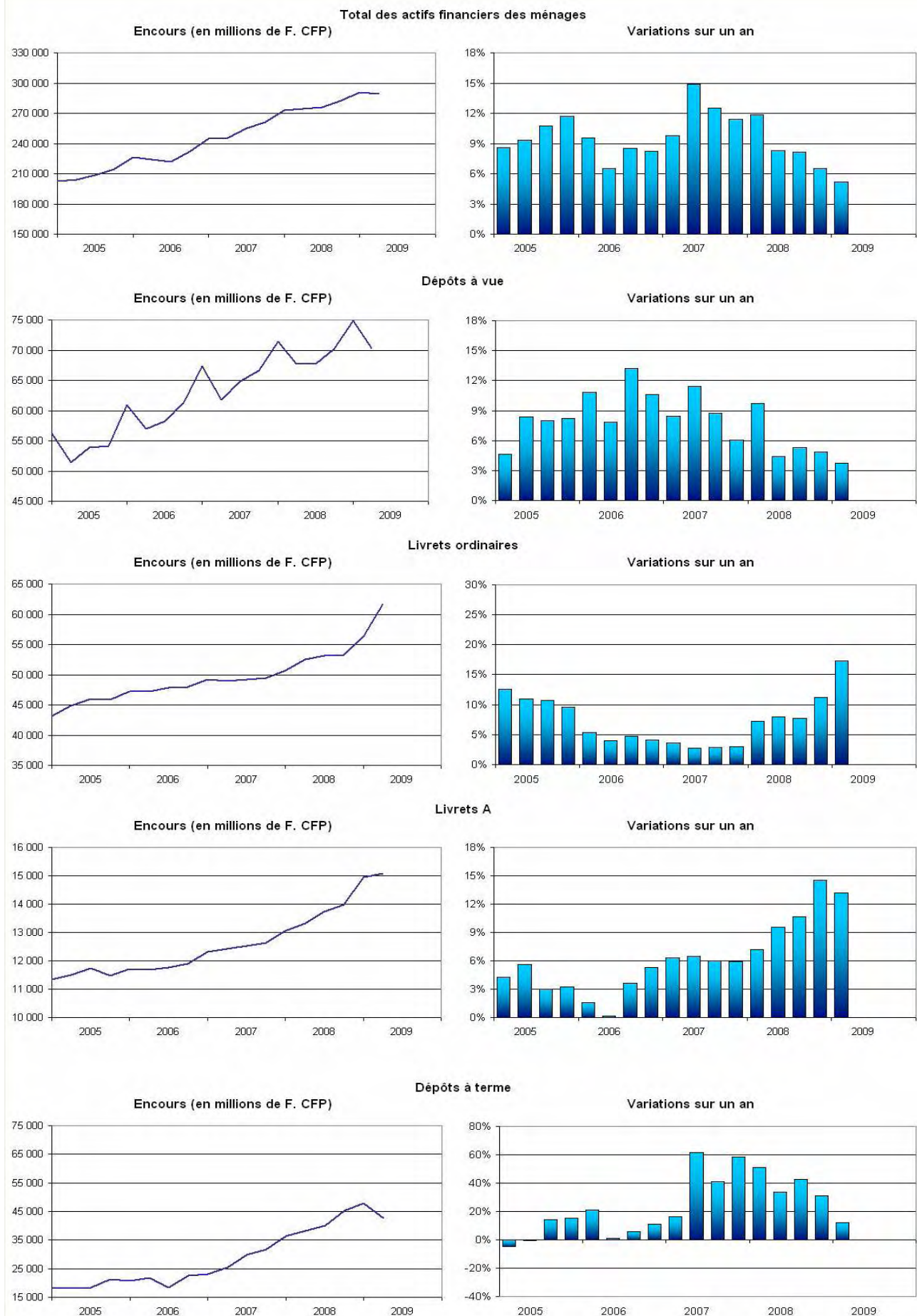
Nota : suite à la régularisation d'un établissement de crédit de la place, les contrats d'assurance-vie ont été modifiés pour les mois juin 2006 à mars 2008.

3.1 Les actifs par agent

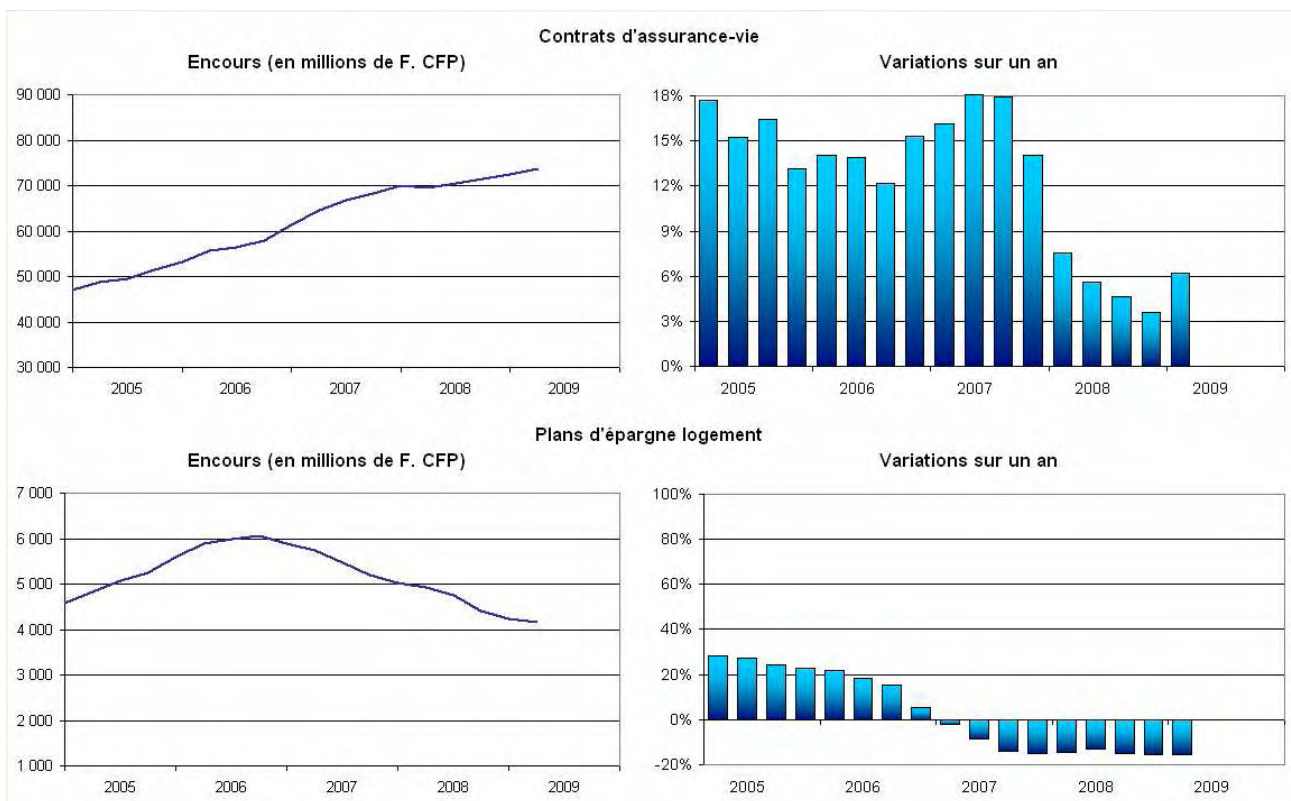
Actifs par agent	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	1 trim	1 an
Sociétés	73 491	96 997	110 300	134 576	148 131	154 745	146 837	157 876	152 878	-3,2%	3,2%
Dépôts à vue	36 434	50 864	61 123	76 041	83 170	93 419	78 877	101 369	84 879	-16,3%	2,1%
Placements liquides ou à court terme	35 891	40 368	46 371	55 907	61 792	59 976	66 629	55 518	66 987	20,7%	8,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	401	683	1 688	298	225	187	299	261	465	78,2%	106,7%
Placements indexés sur les taux du marché	35 490	39 685	44 683	55 609	61 567	59 789	66 330	55 257	66 522	20,4%	8,0%
<i>dont comptes à terme</i>	32 945	37 558	40 525	49 881	55 817	53 656	61 082	52 067	61 024	17,2%	9,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	2 544	2 127	4 158	5 727	5 751	6 134	5 249	3 190	5 499	72,4%	-4,4%
Placements à long terme	1 166	5 765	2 806	2 628	3 169	1 350	1 331	989	1 012	2,3%	-68,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	1 128	5 730	2 788	2 625	3 166	1 348	1 329	988	1 010	2,2%	-68,1%
Ménages	188 011	204 167	223 739	245 676	274 708	276 174	282 672	290 908	288 975	-0,7%	5,2%
Dépôts à vue	49 093	51 379	56 934	61 739	67 718	67 706	70 153	74 900	70 252	-6,2%	3,7%
Placements liquides ou à court terme	83 062	88 434	94 110	102 722	123 646	126 407	130 728	134 694	135 591	0,7%	9,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	51 527	57 273	59 950	62 495	66 894	67 814	68 159	72 269	77 709	7,5%	16,2%
<i>Livrets ordinaires</i>	39 899	44 901	47 278	49 003	52 571	53 091	53 219	56 339	61 651	9,4%	17,3%
<i>Livrets A et bleus</i>	11 032	11 502	11 687	12 422	13 318	13 725	13 962	14 946	15 072	0,8%	13,2%
<i>Livrets jeunes</i>	0	156	201	256	275	278	272	294	302	2,7%	9,8%
<i>Comptes d'épargne logement</i>	596	714	784	814	730	720	706	690	685	-0,7%	-6,2%
Placements indexés sur les taux du marché	31 535	31 161	34 160	40 227	56 752	58 593	62 569	62 425	57 882	-7,3%	2,0%
<i>dont comptes à terme</i>	18 919	18 026	21 829	25 339	38 231	40 026	45 213	47 914	42 775	-10,7%	11,9%
<i>dont bons de caisse</i>	964	859	802	759	637	634	507	541	520	-3,9%	-18,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	11 652	12 276	11 529	14 129	17 884	17 934	16 850	13 971	14 587	4,4%	-18,4%
Placements à long terme	55 856	64 354	72 695	81 215	83 344	82 061	81 791	81 314	83 132	2,2%	-0,3%
<i>Plans d'épargne logement</i>	3 767	4 831	5 878	5 747	4 917	4 761	4 416	4 239	4 150	-2,1%	-15,6%
<i>Autres comptes d'épargne</i>	32	35	35	40	50	60	58	56	58	3,6%	16,0%
<i>Portefeuille-titres</i>	4 070	4 412	3 888	4 996	3 902	3 597	3 158	2 615	2 820	7,8%	-27,7%
<i>OPCVM non monétaires</i>	6 533	6 284	7 247	5 818	4 968	3 205	2 797	1 966	2 280	16,0%	-54,1%
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	41 454	48 792	55 647	64 614	69 507	70 438	71 362	72 438	73 824	1,9%	6,2%
Autres agents	37 346	37 010	45 460	52 379	54 531	61 184	58 566	60 605	69 906	15,3%	28,2%
Dépôts à vue	13 209	13 305	20 769	19 538	18 074	18 303	18 938	20 222	19 362	-4,3%	7,1%
Placements liquides ou à court terme	24 119	23 695	23 902	31 921	36 270	42 065	38 834	39 620	49 780	25,6%	37,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 121	2 395	2 684	3 140	3 122	3 248	3 683	3 319	3 741	12,7%	19,8%
Placements indexés sur les taux du marché	21 998	21 300	21 218	28 781	33 148	38 817	35 151	36 301	46 039	26,8%	38,9%
<i>dont comptes à terme</i>	21 986	20 577	21 155	28 758	33 148	38 775	35 106	36 255	45 993	26,9%	38,8%
Placements à long terme	18	10	789	920	187	816	794	763	764	0,1%	308,6%
TOTAL	298 848	338 174	379 499	432 631	477 370	492 103	488 075	509 389	511 759	0,5%	7,2%
Dépôts à vue	98 736	115 548	138 826	157 318	168 962	179 428	167 968	196 491	174 493	-11,2%	3,3%
Placements liquides ou à court terme	143 072	152 497	164 383	190 550	221 708	228 448	236 191	229 832	252 358	9,8%	13,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	54 049	60 351	64 322	65 933	70 241	71 249	72 141	75 849	81 915	8,0%	16,6%
Placements indexés sur les taux du marché	89 023	92 146	100 061	124 617	151 467	157 199	164 050	153 983	170 443	10,7%	12,5%
Placements à long terme	57 040	70 129	76 290	84 763	86 700	84 227	83 916	83 066	84 908	2,2%	-2,1%



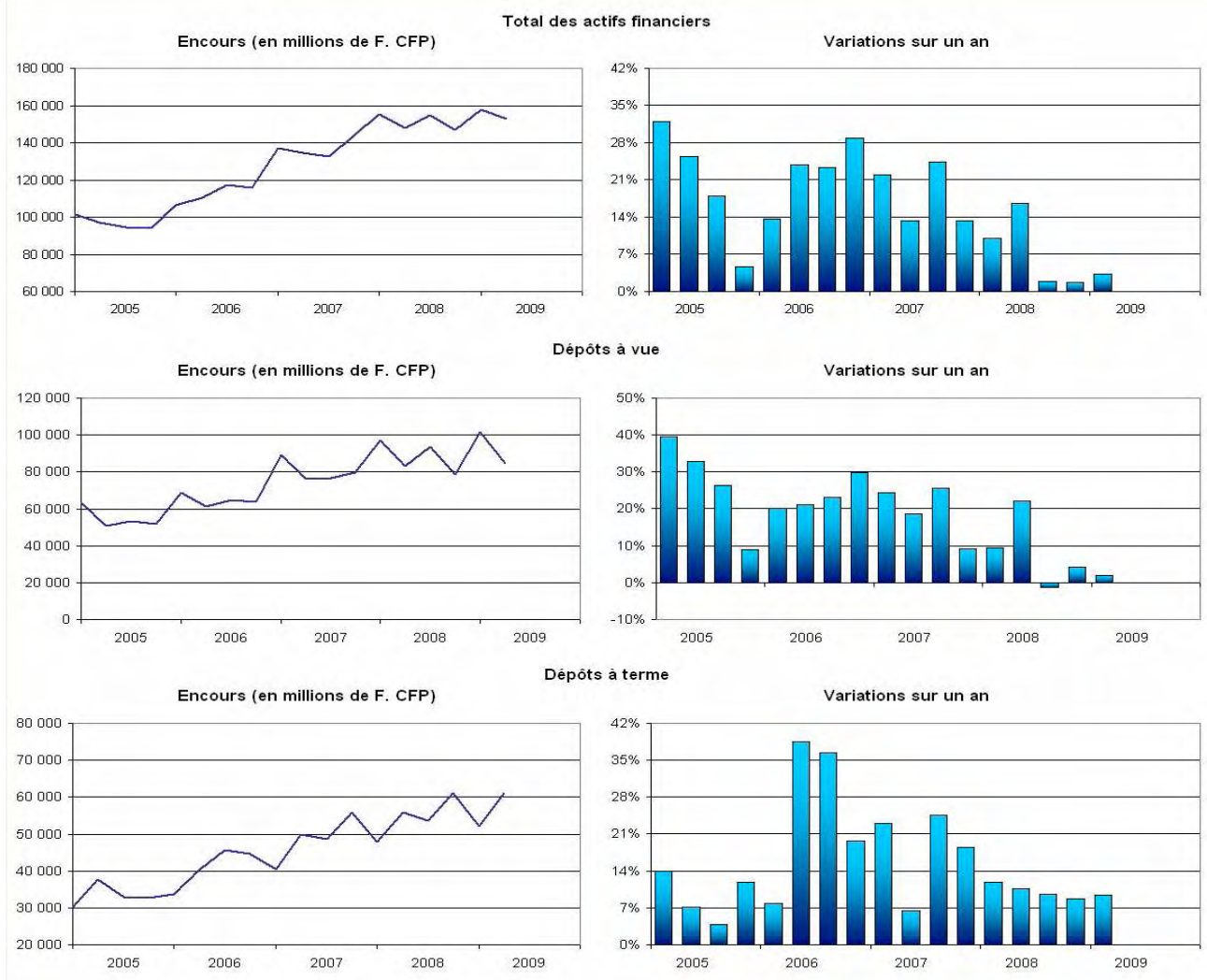
Les avoirs des ménages



Conjoncture financière et bancaire

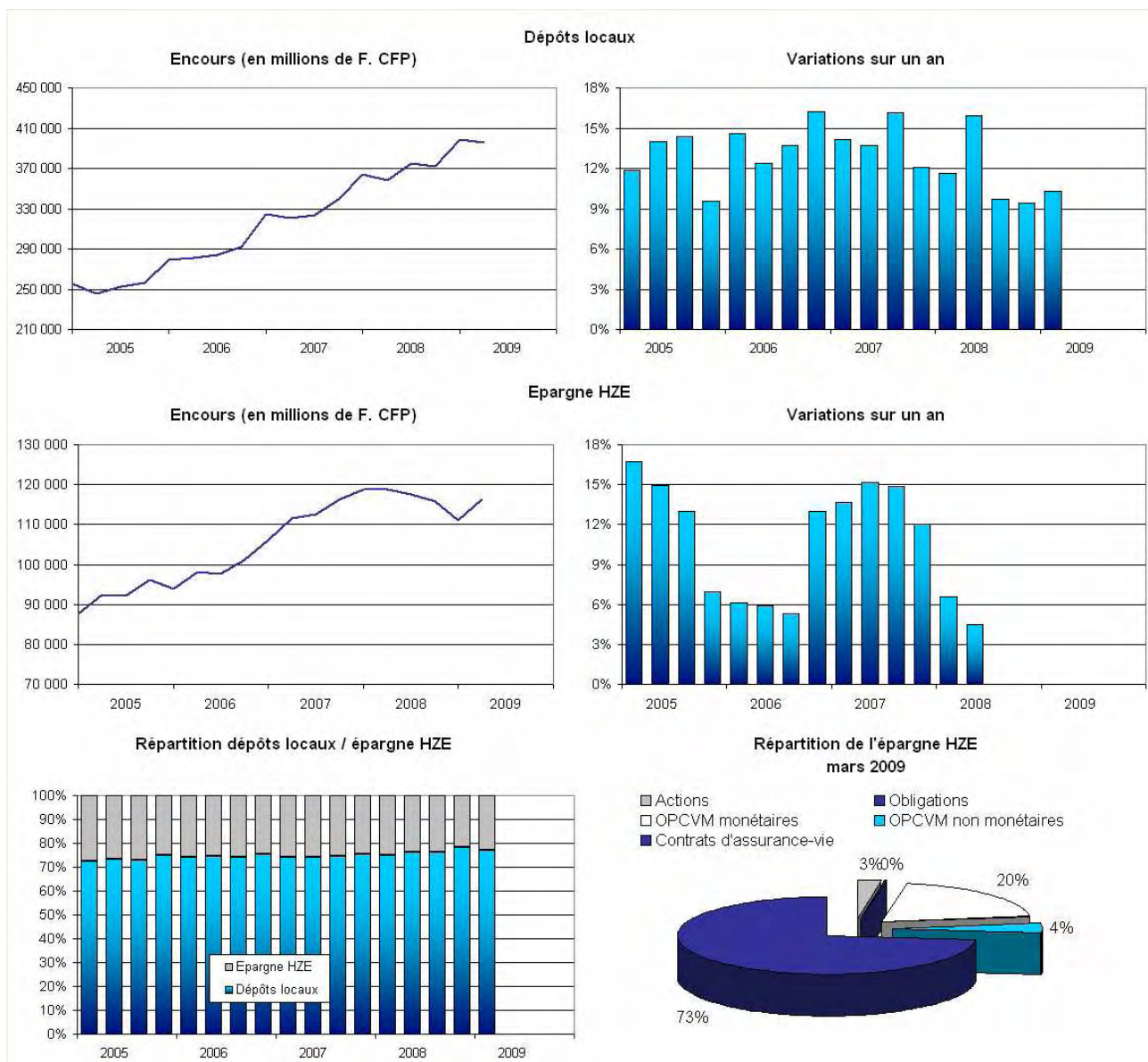


Les avoirs des sociétés



3.2 Les actifs par nature

Actifs par nature	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	1 trim	1 an
Dépôts locaux	219 395	245 432	281 329	321 037	358 451	374 639	372 225	398 219	395 464	-0,7%	10,3%
Dépôts à vue	98 736	115 547	138 826	157 317	168 962	179 428	167 969	196 491	174 494	-11,2%	3,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	45 845	52 865	58 192	58 983	61 656	62 121	62 348	64 951	70 659	8,8%	14,6%
Livrets ordinaires	41 450	47 128	51 267	52 091	55 645	56 265	56 867	59 660	65 452	9,7%	17,6%
Livrets jeunes	0	156	201	256	275	279	273	295	303	2,7%	10,2%
Comptes d'épargne logement	596	714	792	816	733	723	709	693	688	-0,7%	-6,1%
Plans d'épargne logement	3 767	4 832	5 896	5 780	4 953	4 794	4 441	4 245	4 158	-2,0%	-16,1%
Autres comptes d'épargne	32	35	36	40	50	60	58	58	58	0,0%	16,0%
Dépôts à terme	73 850	76 161	83 509	103 978	127 196	132 456	141 401	136 236	149 791	9,9%	17,8%
Bons de caisse	964	859	802	759	637	634	507	541	520	-3,9%	-18,4%
Epargne HZE	79 212	92 493	98 169	111 593	118 921	117 465	115 851	111 169	116 207	4,5%	-2,3%
Livrets A et bleus	11 762	12 106	12 062	12 769	13 589	13 982	14 291	15 200	15 383	1,2%	13,2%
Actions	2 580	2 989	3 191	4 912	3 821	3 522	3 083	2 539	2 612	2,9%	-31,6%
Obligations	1 531	1 457	714	88	84	78	78	78	209	167,9%	148,8%
OPCVM monétaires	14 209	15 126	15 750	19 879	23 634	24 110	22 143	17 205	20 132	17,0%	-14,8%
OPCVM non monétaires	7 676	12 023	10 805	9 331	8 286	5 335	4 894	3 709	4 047	9,1%	-51,2%
Contrats d'assurance-vie	41 454	48 792	55 647	64 614	69 507	70 438	71 362	72 438	73 824	1,9%	6,2%
TOTAL	298 607	337 925	379 498	432 630	477 372	492 104	488 076	509 388	511 671	0,4%	7,2%

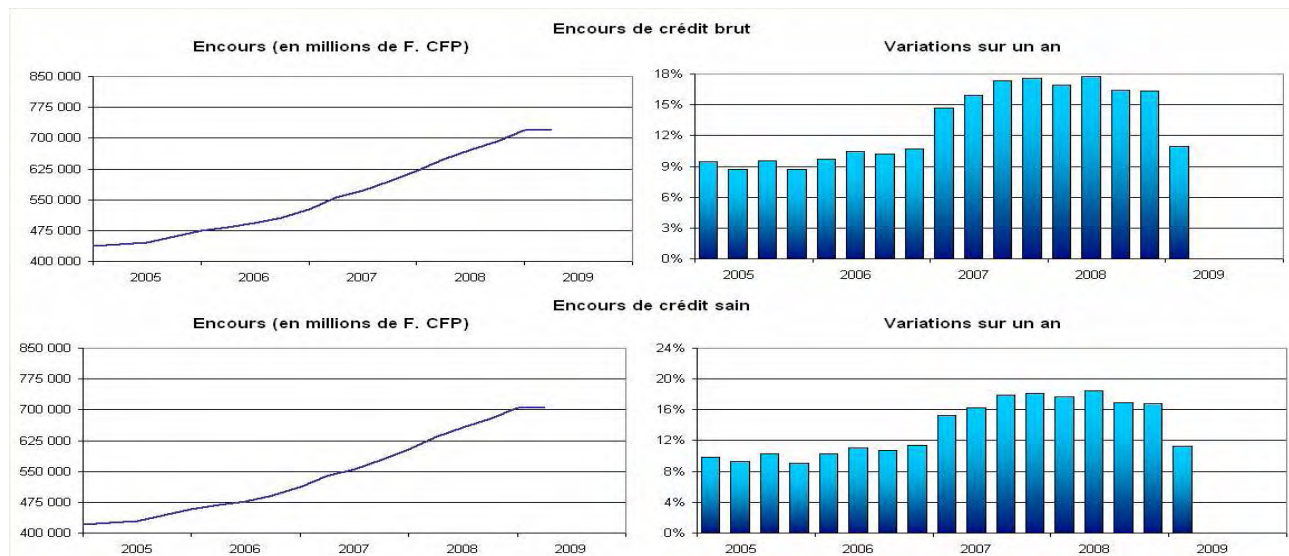


4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

La série des encours de crédit présente une rupture à compter de l'arrêté du 31 mars 2007. En effet, les crédits accordés par les établissements de crédit situés hors de la zone d'émission (HZE) ont été complétés à cette date par les données issues du SCR de la Banque de France qui permet de recenser les risques des établissements installés en métropole à destination de bénéficiaires installés en Nouvelle-Calédonie.

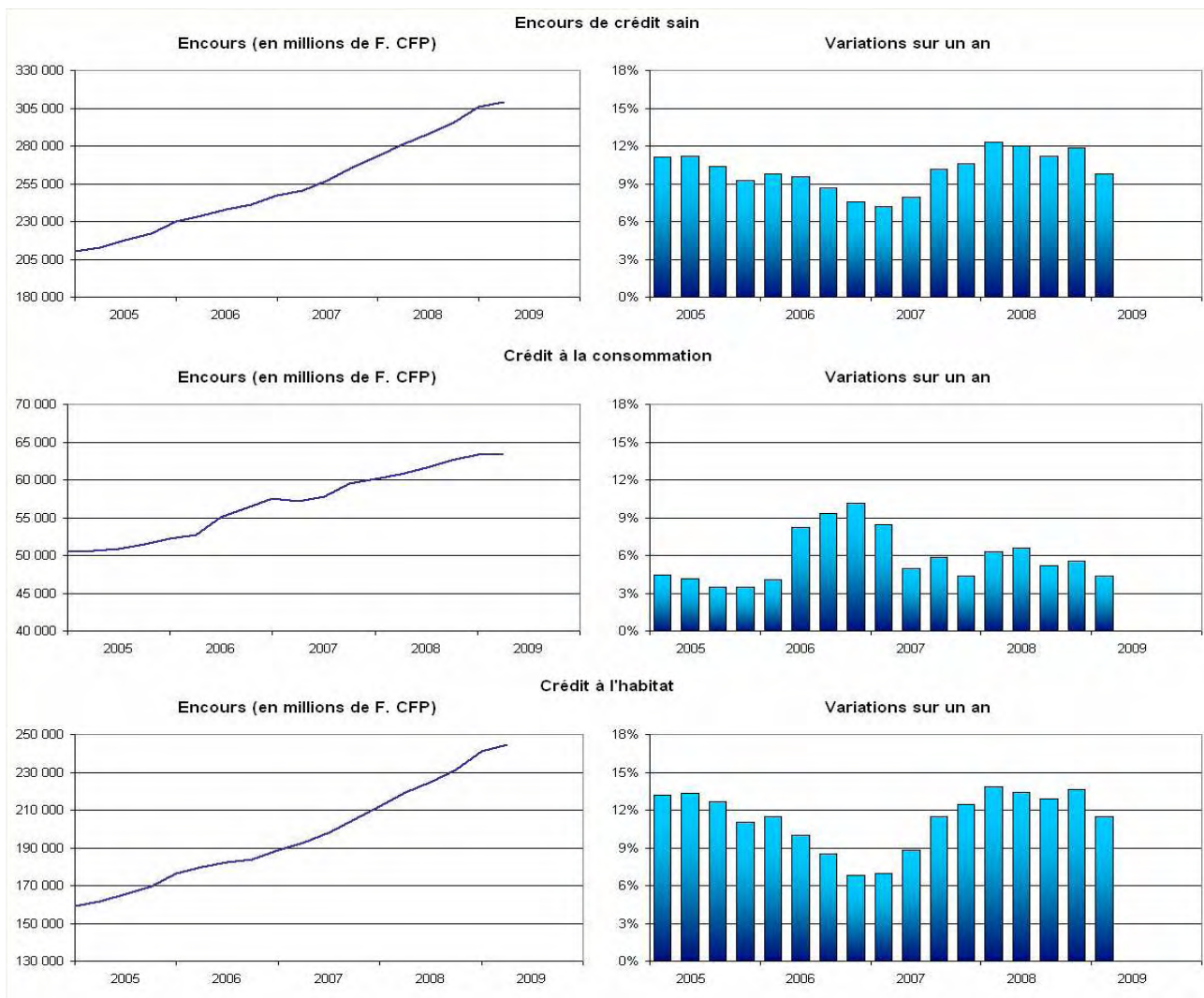
4.1 Les passifs de la totalité des établissements de crédit

Les concours de tous les établissements	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	1 trim	1 an
Entreprises	152 956	170 437	191 578	243 341	302 031	324 063	331 817	345 466	344 983	-0,1%	14,2%
Crédits d'exploitation	51 807	53 710	60 971	69 162	69 762	84 592	88 219	92 223	74 704	-19,0%	7,1%
Créances commerciales	3 971	3 450	2 962	3 257	3 030	3 851	3 521	3 893	3 614	-7,2%	19,3%
Crédits de trésorerie	28 564	27 903	30 987	37 793	40 003	53 844	55 654	56 506	42 048	-25,6%	5,1%
dont entrepreneurs individuels	2 334	1 753	1 628	1 605	1 417	1 401	1 451	1 382	1 393	0,8%	-1,7%
Comptes ordinaires débiteurs	19 272	22 357	27 022	28 112	26 729	26 897	29 044	31 824	29 042	-8,7%	8,7%
Crédits d'investissement	72 234	87 257	88 518	122 105	166 245	170 650	173 738	179 922	196 762	9,4%	18,4%
Crédits à l'équipement	63 882	78 124	78 443	111 953	155 864	160 290	163 083	169 609	186 790	10,1%	19,8%
dont entrepreneurs individuels	5 504	5 990	6 115	6 748	7 762	8 009	8 272	8 263	8 362	1,2%	7,7%
Crédit-bail	8 352	9 133	10 075	10 152	10 381	10 360	10 655	10 313	9 972	-3,3%	-3,9%
Crédits à la construction	28 220	28 045	39 766	46 959	59 626	62 258	62 736	66 089	66 702	0,9%	11,9%
Autres crédits	695	1 425	2 323	5 115	6 398	6 563	7 124	7 232	6 815	-5,8%	6,5%
Ménages	191 602	212 903	233 783	250 653	281 422	288 032	295 373	305 711	308 911	1,0%	9,8%
Crédits à la consommation	48 491	50 642	52 692	57 149	60 761	61 611	62 637	63 391	63 415	0,0%	4,4%
Crédits de trésorerie	37 122	37 149	38 475	41 817	44 374	45 353	46 654	47 687	47 539	-0,3%	7,1%
Comptes ordinaires débiteurs	3 084	3 115	3 361	3 137	3 284	3 100	2 926	2 895	3 193	10,3%	-2,8%
Crédit-bail	8 285	10 378	10 856	12 195	13 103	13 158	13 057	12 809	12 683	-1,0%	-3,2%
Crédits à l'habitat	142 627	161 481	180 046	192 589	219 235	224 919	231 415	241 031	244 360	1,4%	11,5%
Autres crédits	484	780	1 045	915	1 426	1 502	1 321	1 289	1 136	-11,9%	-20,3%
Collectivités locales	35 649	34 380	34 552	35 574	42 770	37 770	38 914	44 494	41 743	-6,2%	-2,4%
Crédits d'exploitation	1 263	882	1 730	2 262	8 345	4 779	4 708	4 967	3 532	-28,9%	-57,7%
Crédits de trésorerie	877	778	1 582	2 195	8 268	4 695	4 669	4 899	3 397	-30,7%	-58,9%
Comptes ordinaires débiteurs	386	104	148	67	77	84	39	68	135	98,5%	75,3%
Crédits d'investissement	31 833	31 993	31 470	31 590	33 386	32 015	33 243	38 525	37 325	-3,1%	11,8%
Crédits à l'équipement	31 833	31 984	31 458	31 572	33 330	31 958	33 174	38 464	37 258	-3,1%	11,8%
Crédit-bail	0	9	12	18	56	57	69	61	67	9,8%	19,6%
Crédits à l'habitat	1 145	823	732	1 164	548	516	507	488	466	-4,5%	-15,0%
Autres crédits	1 408	682	620	558	491	460	456	514	420	-18,3%	-14,5%
Autres agents de CCB non ventilés	5 913	6 330	7 576	9 478	8 012	7 783	11 297	9 997	9 838	-1,6%	22,8%
Total encours sain	386 120	424 050	467 489	539 046	634 235	657 648	677 401	705 668	705 475	0,0%	11,2%
Créances douteuses brutes	16 732	16 780	16 304	15 909	14 745	14 753	14 678	14 206	14 354	1,0%	-2,7%
Créances douteuses nettes	5 802	5 832	6 364	5 832	4 699	4 633	4 592	4 579	4 639	1,3%	-1,3%
dont entreprises	3 838	3 889	3 780	3 887	2 815	2 824	2 805	2 651	2 642	-0,3%	-6,1%
dont ménages	1 665	1 516	1 791	1 854	1 836	1 757	1 728	1 882	1 942	3,2%	5,8%
Provisions	10 930	10 948	9 940	10 077	10 046	10 120	10 086	9 627	9 715	0,9%	-3,3%
Total encours brut	402 852	440 830	483 793	554 955	648 980	672 401	692 079	719 874	719 829	0,0%	10,9%
Taux de créances douteuses	4,3%	4,0%	3,5%	3,0%	2,3%	2,2%	2,2%	2,0%	2,0%	0 pt	-0,3 pt
Taux de provisionnement	65,3%	65,2%	61,0%	63,3%	68,1%	68,6%	68,7%	67,8%	67,7%	-0,1 pt	-0,4 pt

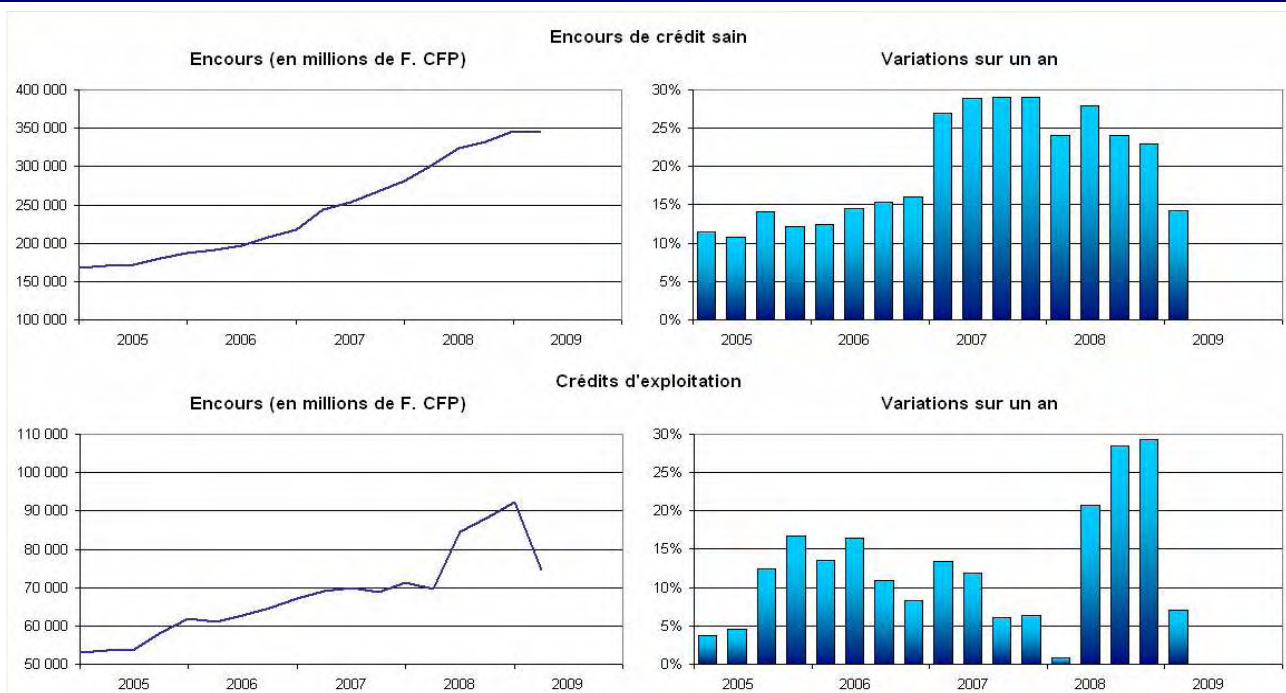


Conjoncture financière et bancaire

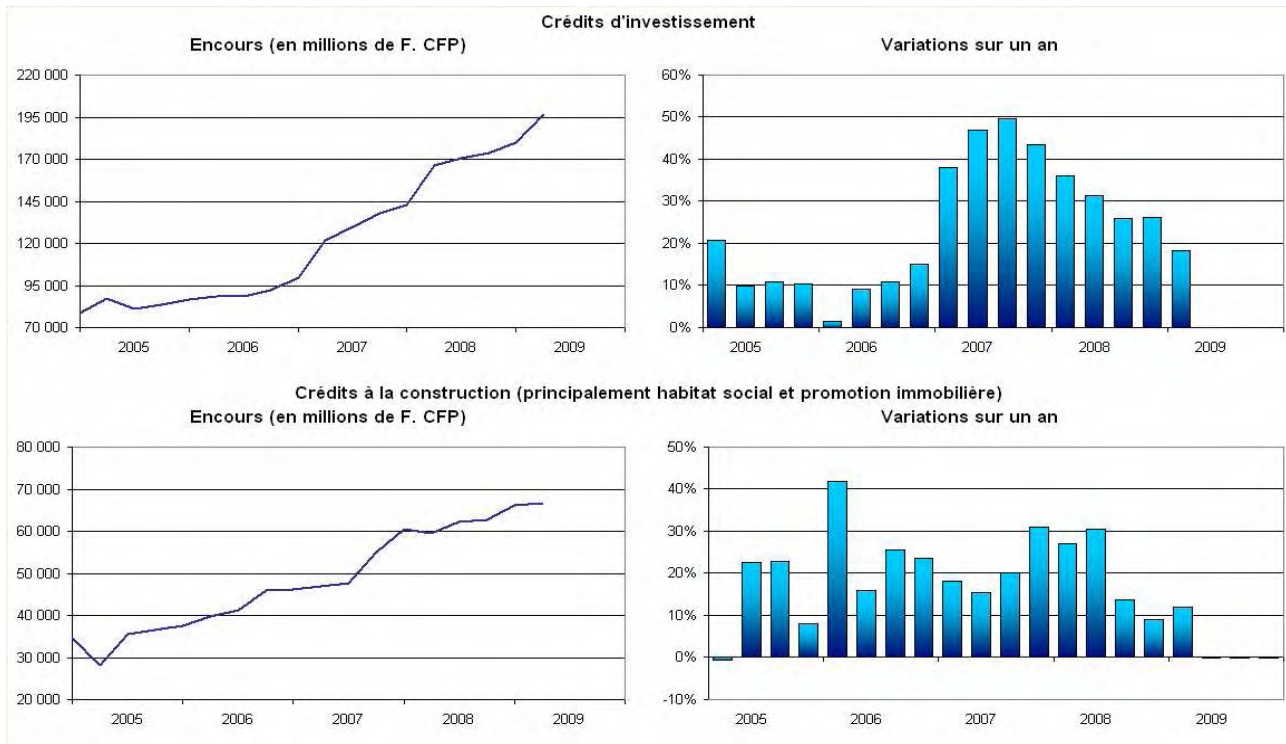
L'endettement des ménages



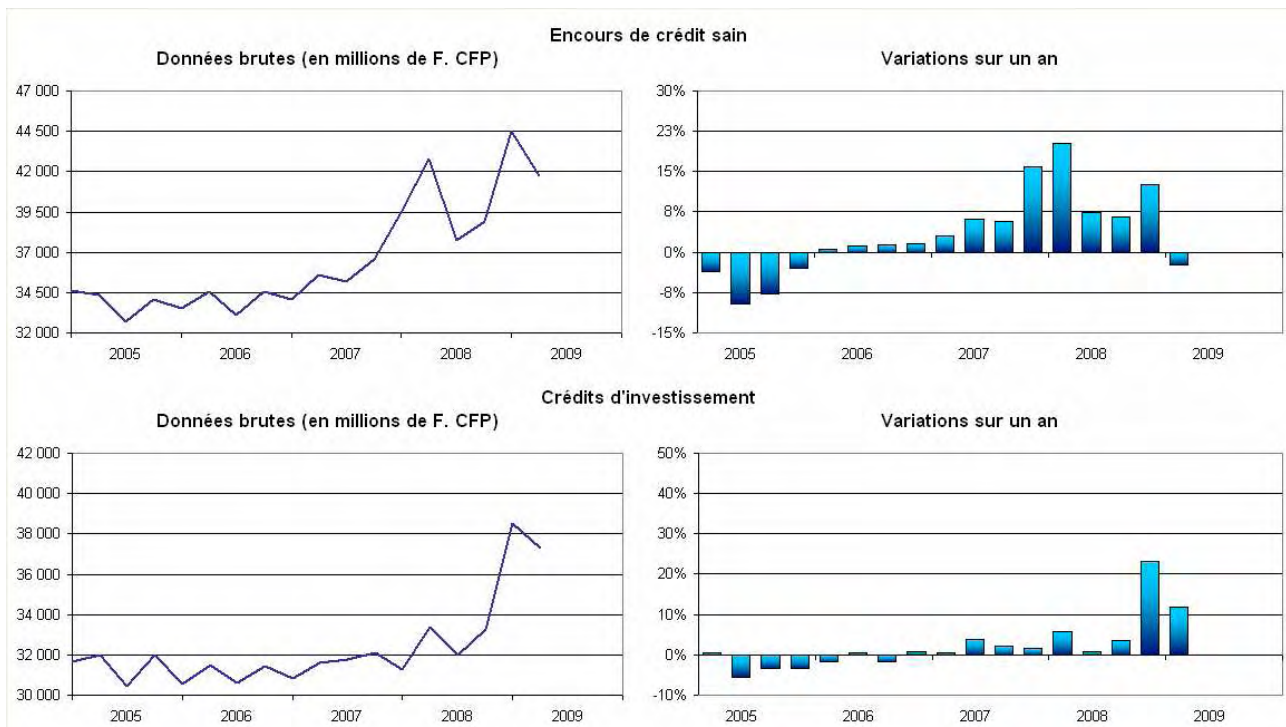
L'endettement des entreprises



Conjoncture financière et bancaire



L'endettement des collectivités locales

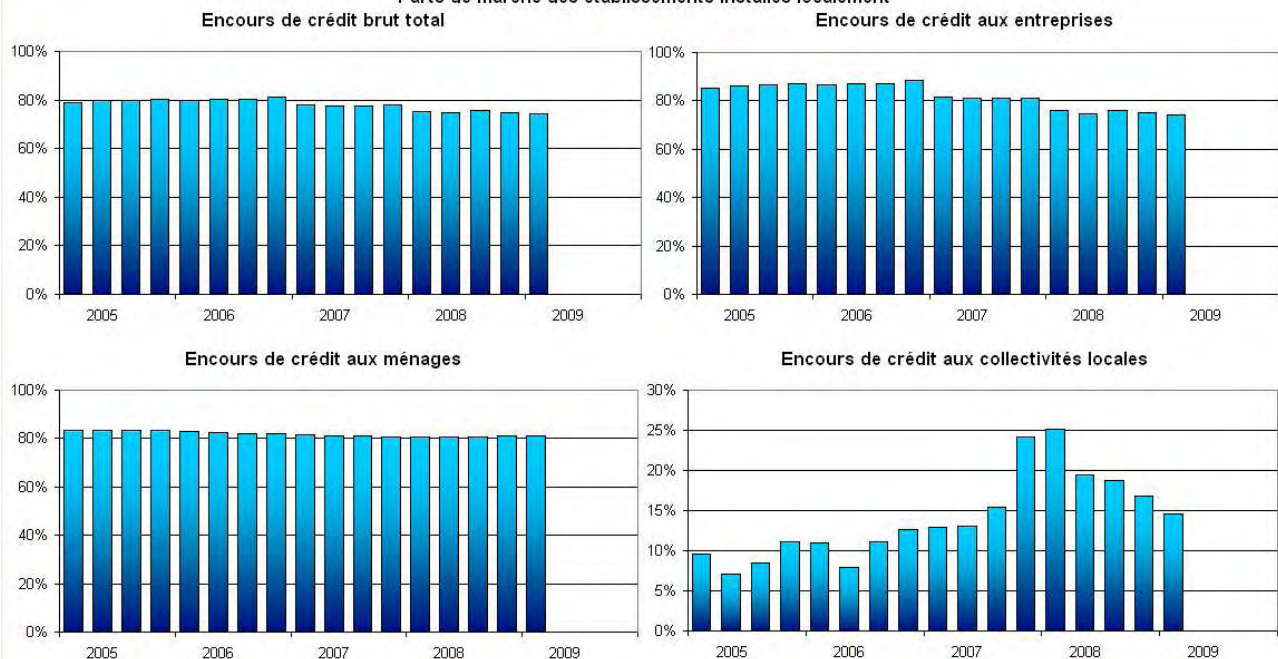


Conjoncture financière et bancaire

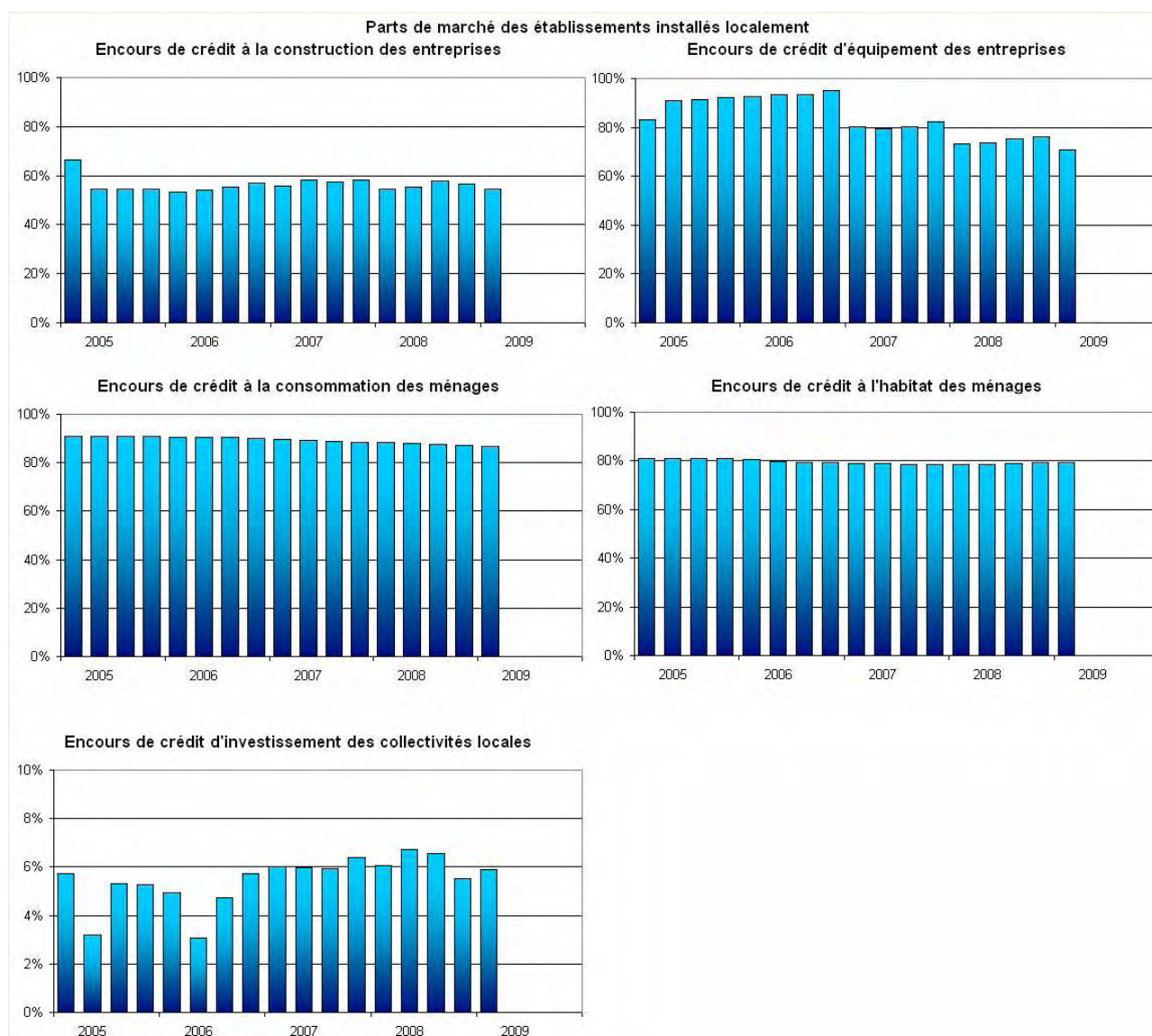
4.1 Les passifs des établissements locaux

Les concours des établissements locaux	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	1 trim	1 an
Entreprises	129 561	145 468	166 351	198 231	229 091	241 461	252 896	258 894	255 784	-1,2%	11,7%
Crédits d'exploitation	51 807	53 710	60 971	69 031	69 472	75 587	79 214	77 994	73 959	-5,2%	6,5%
<i>Créances commerciales</i>	3 971	3 450	2 962	3 257	3 030	3 851	3 521	3 893	3 614	-7,2%	19,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	28 564	27 903	30 987	37 793	39 748	44 839	46 649	43 022	42 048	-2,3%	5,8%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	2 334	1 753	1 628	1 605	1 417	1 401	1 451	1 382	1 393	0,8%	-1,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	19 272	22 357	27 022	27 981	26 694	26 897	29 044	31 079	28 297	-9,0%	6,0%
Crédits d'investissement	64 651	72 442	82 115	98 219	121 507	125 678	131 103	137 032	139 236	1,6%	14,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	56 299	63 309	72 040	88 186	111 199	115 385	120 506	126 770	129 327	2,0%	16,3%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	5 504	5 990	6 115	6 744	7 762	7 918	8 183	8 175	8 250	0,9%	6,3%
<i>Crédit-bail</i>	8 352	9 133	10 075	10 033	10 308	10 293	10 597	10 262	9 909	-3,4%	-3,9%
Crédits à la construction	12 751	18 564	21 163	26 126	32 464	34 324	36 146	37 493	36 406	-2,9%	12,1%
Autres crédits	352	752	2 102	4 855	5 648	5 872	6 433	6 375	6 183	-3,0%	9,5%
Ménages	159 765	177 542	193 752	204 296	227 569	232 443	238 648	247 721	250 194	1,0%	9,9%
Crédits à la consommation	43 828	46 030	47 721	51 183	53 616	54 100	54 778	55 241	55 024	-0,4%	2,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	32 459	32 537	33 504	35 851	37 229	37 842	38 796	39 537	39 148	-1,0%	5,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 084	3 115	3 361	3 137	3 284	3 100	2 925	2 895	3 193	10,3%	-2,8%
<i>Crédit-bail</i>	8 285	10 378	10 856	12 195	13 103	13 158	13 057	12 809	12 683	-1,0%	-3,2%
Crédits à l'habitat	115 456	130 734	144 988	152 198	172 527	176 841	182 549	191 191	194 034	1,5%	12,5%
Autres crédits	481	778	1 043	915	1 426	1 502	1 321	1 289	1 136	-11,9%	-20,3%
Collectivités locales	2 347	3 278	3 776	4 609	10 779	7 328	7 270	7 471	6 094	-18,4%	-43,5%
Crédits d'exploitation	1 263	882	1 730	2 262	8 345	4 779	4 708	4 967	3 529	-29,0%	-57,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	877	778	1 582	2 195	8 268	4 695	4 669	4 899	3 397	-30,7%	-58,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	386	104	148	67	77	84	39	68	132	94,1%	71,4%
Crédits d'investissement	1 052	1 828	1 558	1 902	2 029	2 154	2 177	2 130	2 200	3,3%	8,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 052	1 819	1 546	1 884	1 973	2 097	2 108	2 069	2 133	3,1%	8,1%
<i>Crédit-bail</i>	0	9	12	18	56	57	69	61	67	9,8%	19,6%
Crédits à l'habitat	32	568	488	445	405	394	385	374	365	-2,4%	-9,9%
Autres agents de CCB non ventilés	5 861	6 330	7 576	9 474	7 370	7 546	10 670	9 761	9 221	-5,5%	25,1%
Total encours sain	297 534	332 618	371 455	416 610	474 809	488 778	509 484	523 847	521 293	-0,5%	9,8%
Créances douteuses brutes	16 174	16 156	15 307	15 360	14 176	14 125	13 872	13 314	13 510	1,5%	-4,7%
<i>Créances douteuses nettes</i>	5 247	5 211	5 367	5 283	4 130	4 005	3 786	3 687	3 795	2,9%	-8,1%
<i>dont entreprises</i>	3 838	3 858	3 780	3 611	2 572	2 506	2 391	2 214	2 183		
<i>dont ménages</i>	1 405	1 256	1 547	1 580	1 509	1 447	1 336	1 427	1 557		
<i>Provisions</i>	10 927	10 945	9 940	10 077	10 046	10 120	10 086	9 627	9 715	0,9%	-3,3%
Total encours brut	313 708	348 774	386 762	431 970	488 985	502 903	523 356	537 161	534 803	-0,4%	9,4%
Taux de créances douteuses	5,2%	4,6%	4,0%	3,6%	2,9%	2,8%	2,7%	2,5%	2,5%	0 pt	-0,4 pt
Taux de provisionnement	67,6%	67,7%	64,9%	65,6%	70,9%	71,6%	72,7%	72,3%	71,9%	-0,4 pt	1 pt

Parts de marché des établissements installés localement



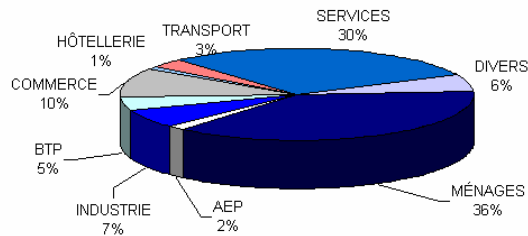
Conjoncture financière et bancaire



5. Les engagements bancaires

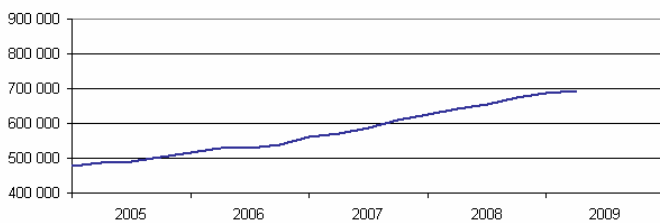
5.1. LES RISQUES SECTORIELS

Encours en millions de F CFP au 31 mars 2009

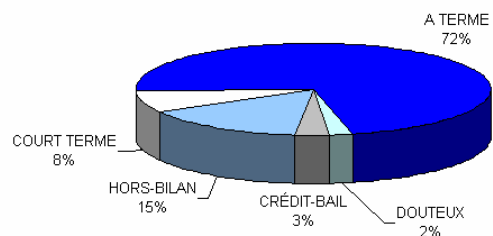


ÉVOLUTION GLOBALE DES RISQUES DÉCLARÉS AU SCR

Encours en millions de F CFP

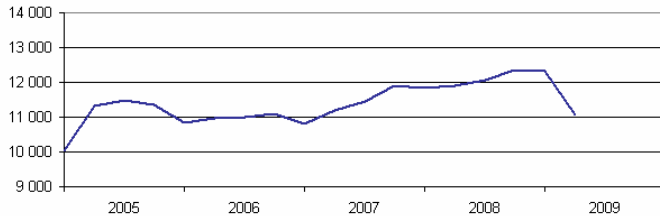


Structure en %

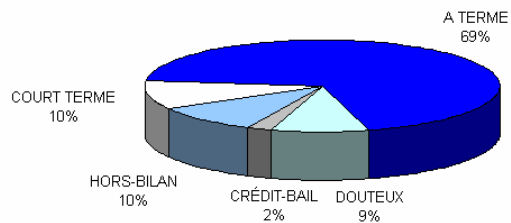


AGRICULTURE, ÉLEVAGE, PÊCHE

Encours en millions de F CFP

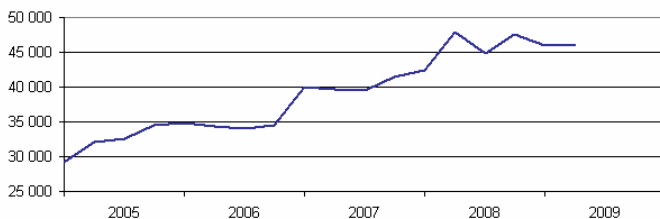


Structure en %

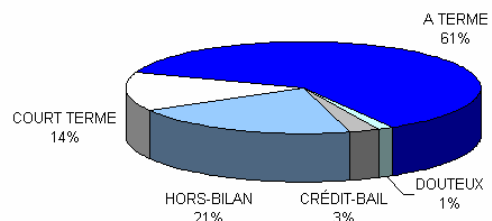


INDUSTRIE

Encours en millions de F CFP



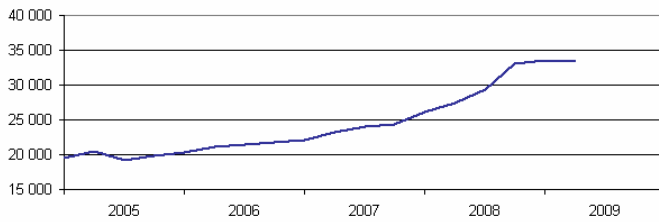
Structure en %



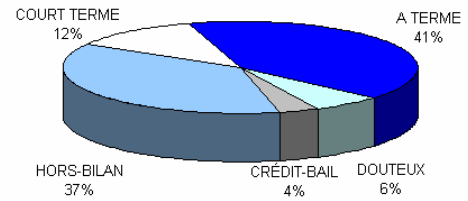
Conjoncture financière et bancaire

BTP

Encours en millions de F CFP

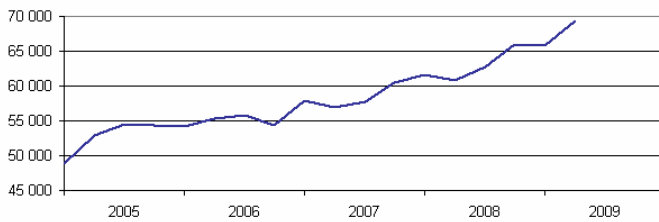


Structure en %

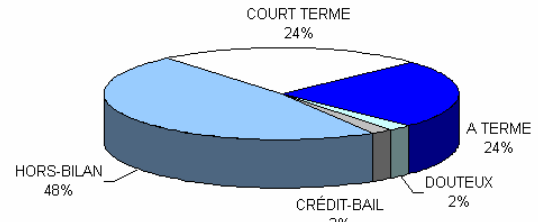


COMMERCE

Encours en millions de F CFP

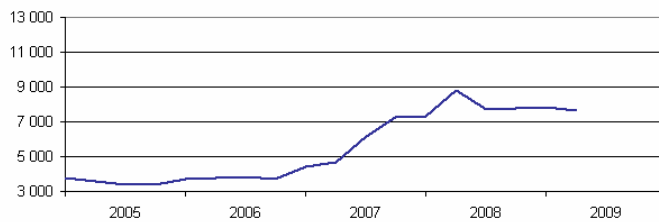


Structure en %

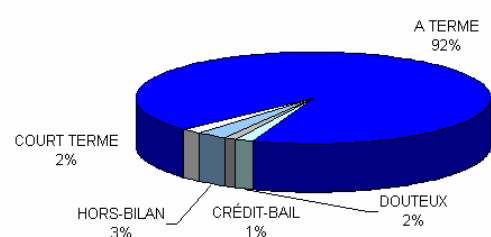


HÔTELLERIE

Encours en millions de F CFP

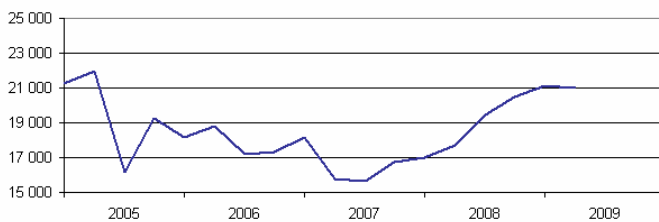


Structure en %

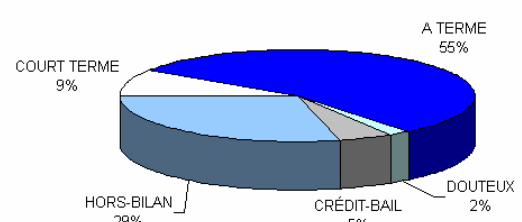


TRANSPORT

Encours en millions de F CFP

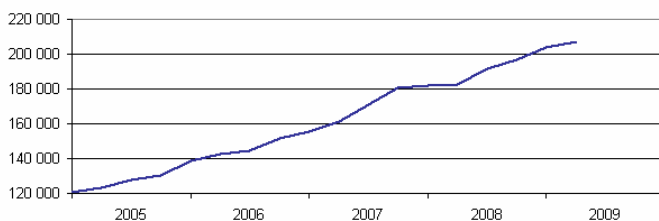


Structure en %

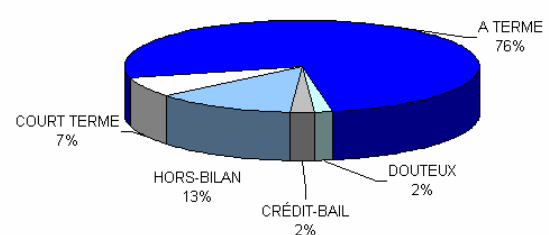


SERVICES

Encours en millions de F CFP



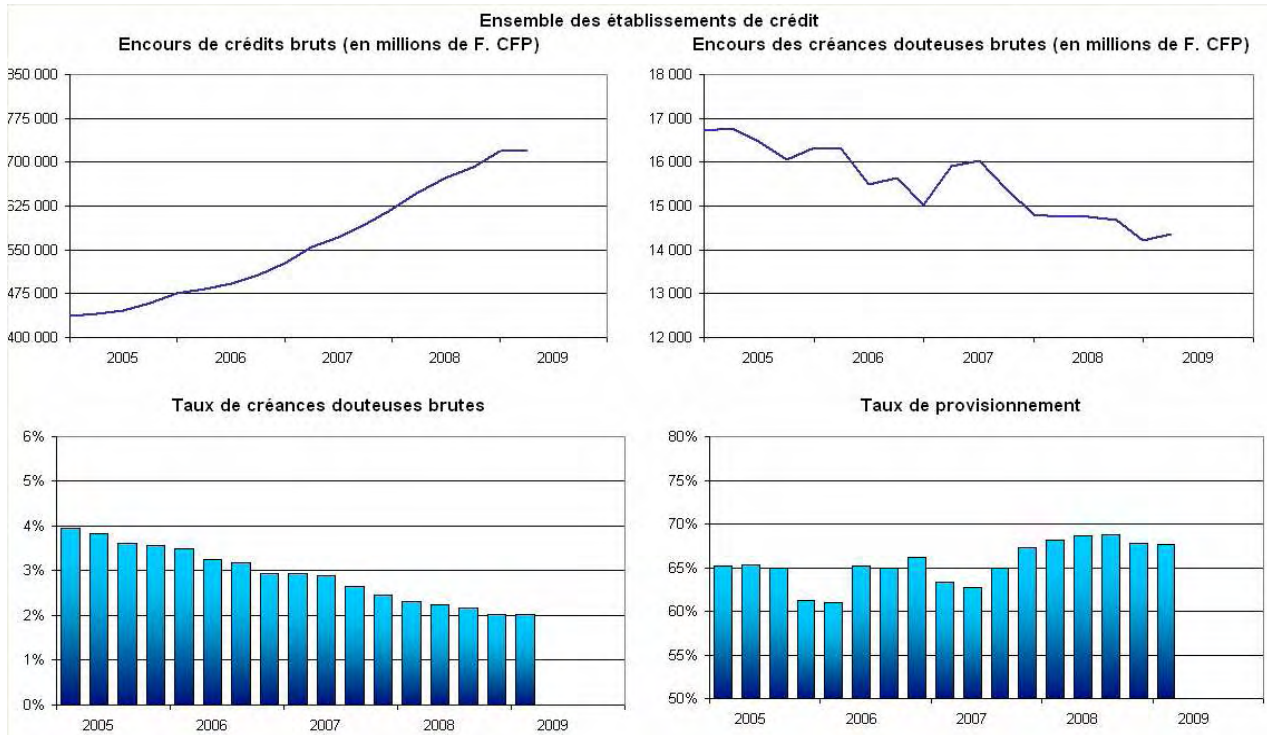
Structure en %



Conjoncture financière et bancaire

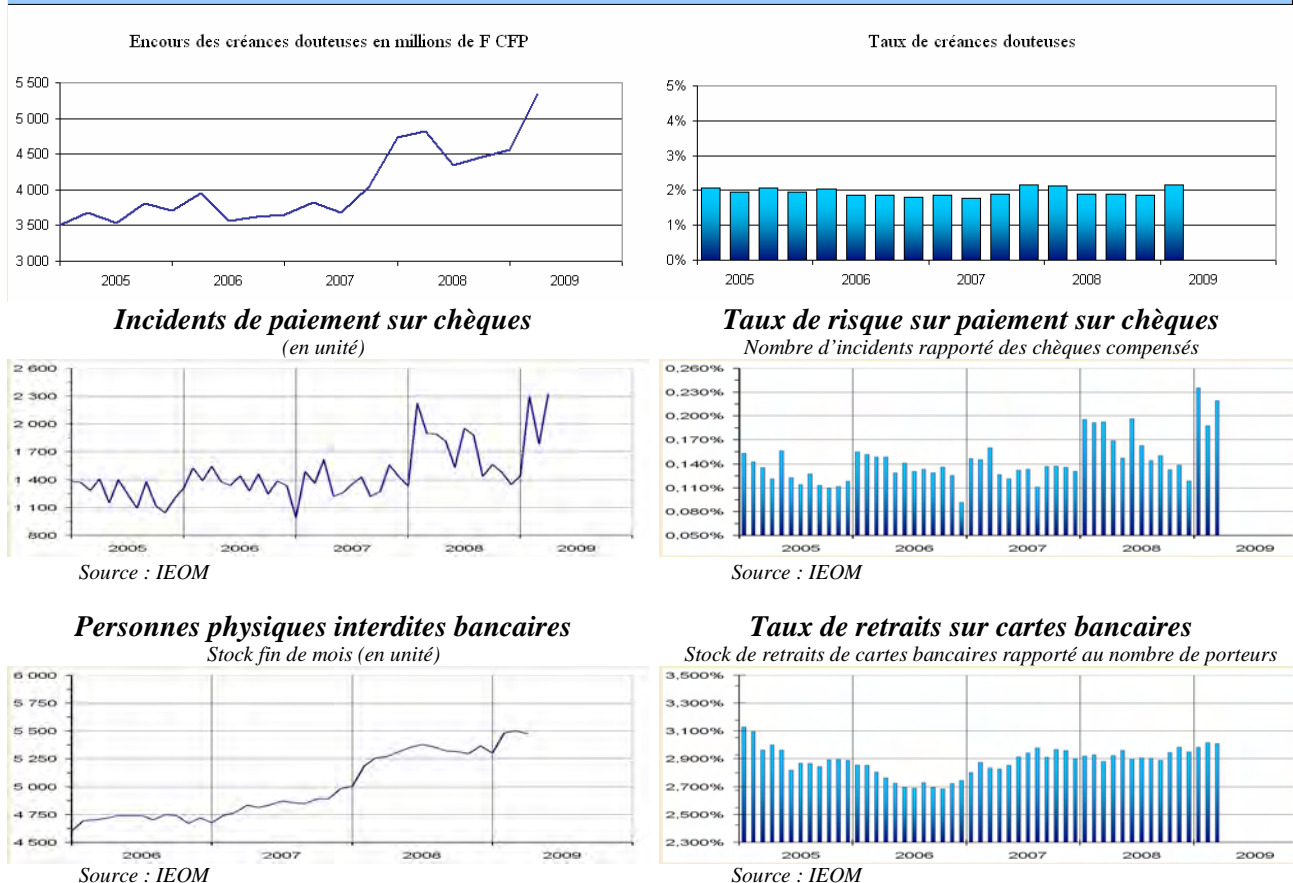
5.2 Les indicateurs de vulnérabilité

Les indicateurs globaux (source : BAFI)



Les indicateurs de la vulnérabilité des ménages

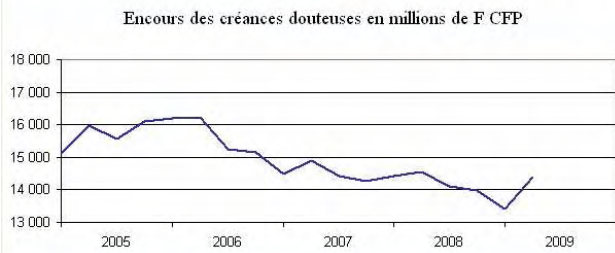
TAUX DE CRÉANCES DOUTEUSES BRUTES DES MÉNAGES DÉCLARÉS AU SCR



Conjoncture financière et bancaire

Les indicateurs de la vulnérabilité des entreprises

TAUX DE CRÉANCES DOUTEUSES BRUTES DES RISQUES DÉCLARÉS AU SCR



AGRICULTURE, ÉLEVAGE, PÊCHE



INDUSTRIE



BTP



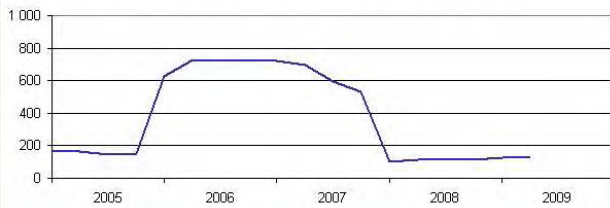
COMMERCE



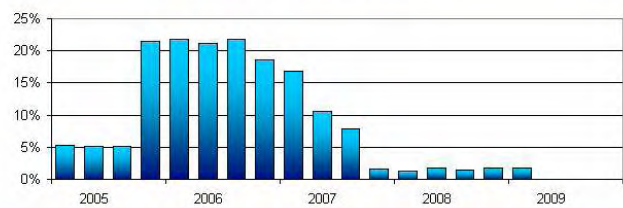
Conjoncture financière et bancaire

HÔTELLERIE

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

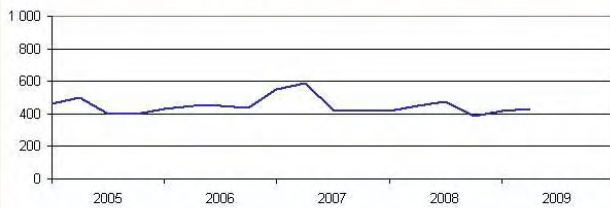


Taux de créances douteuses

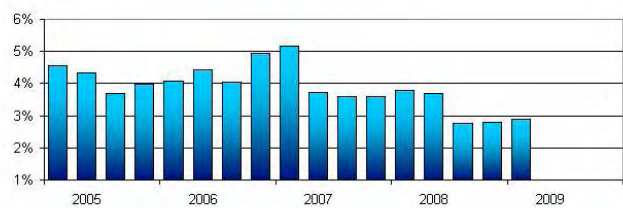


TRANSPORT

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

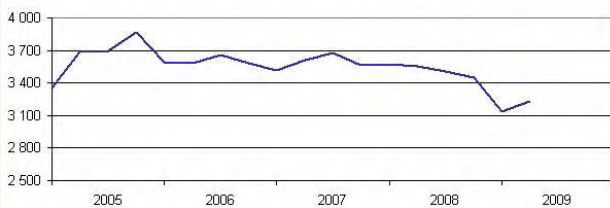


Taux de créances douteuses

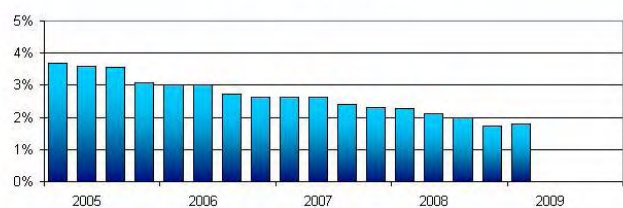


SERVICES

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

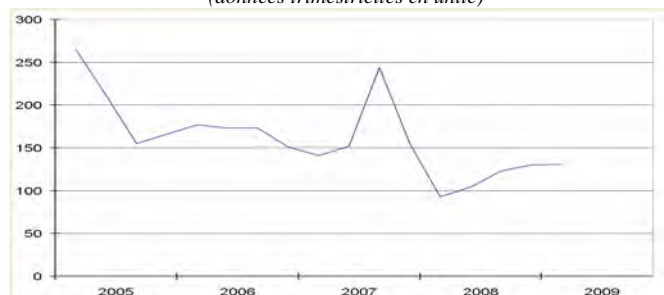


Taux de créances douteuses



Incidents de paiement sur effets

(données trimestrielles en unité)

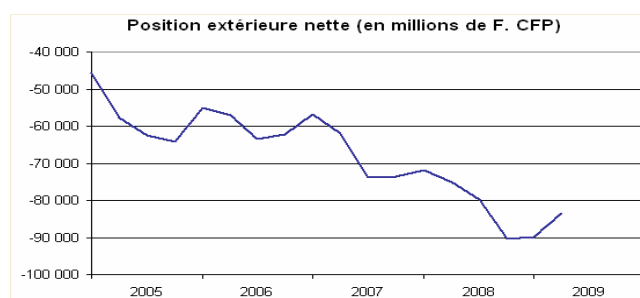


Source : IEOM

6. Le financement des concours bancaires

6.1 L'équilibre emplois - ressources

Equilibre emplois - ressources	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	1 trim	1 an
Emplois	323 844	361 488	399 386	446 280	505 016	520 369	538 296	555 208	553 831	-0,2%	9,7%
Excédent des opérations diverses des EC	1 111	0	0	0	0	1 492	0	0	0		
Crédits bruts	313 708	348 774	386 762	431 970	488 985	502 903	523 356	537 161	534 803	-0,4%	9,4%
Réserves obligatoires et libres	9 025	12 714	12 624	14 310	16 031	15 974	14 940	18 047	19 028	5,4%	18,7%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Ressources	323 844	361 488	399 386	446 280	505 016	520 369	538 296	555 208	553 831	-0,2%	9,7%
Dépôts collectés (- encaisses)	219 431	244 741	278 626	317 684	353 881	369 939	367 816	392 261	390 178	-0,5%	10,3%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	41 843	44 274	48 864	49 078	54 843	57 808	57 537	57 132	57 484	0,6%	4,8%
Excédent des opérations diverses des EC	0	3 343	4 923	7 938	9 156	0	6 270	8 013	4 270	-46,7%	-53,4%
Réescampte	11 101	11 304	10 040	9 618	11 981	12 774	16 332	17 317	17 984	3,9%	50,1%
Position extérieure nette des EC (si négative)	51 469	57 826	56 933	61 962	75 155	79 848	90 341	80 485	83 915	4,3%	11,7%

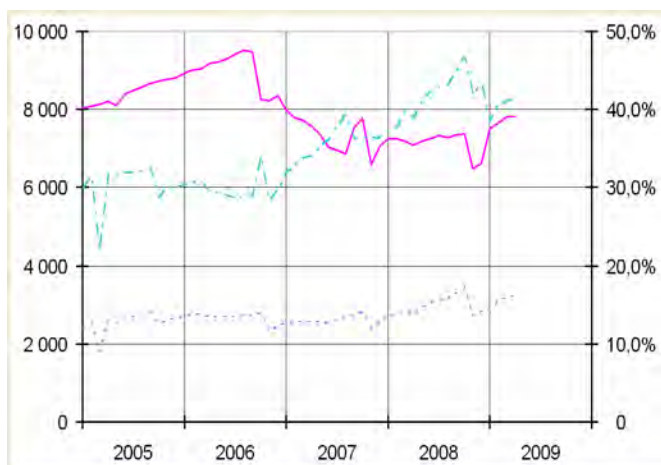


6.2 Le réescampte

Cotation et réescampte										Variations	
	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	1 trim	1 an
Cotation (nombre)											
Cotes valides	7 310	8 207	9 179	7 569	7 068	7 322	7 375	7 495	7 808	4,2%	10,5%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	2 471	2 596	2 709	2 580	2 757	3 148	3 439	2 894	3 247	12,2%	17,8%
Taux	34%	32%	30%	34%	39%	43%	47%	39%	42%	3 pt	3 pt
Refinancement (montants en millions de XPF)	11 117	11 306	10 040	9 618	11 980	12 774	16 332	17 317	18 727	8,1%	56,3%
Entreprises	9 873	10 525	9 584	9 381	11 881	12 697	16 274	17 274	18 697	8,2%	57,4%
Particuliers	1 244	781	456	237	99	77	58	43	30	-30,2%	ns

Cotation des entreprises

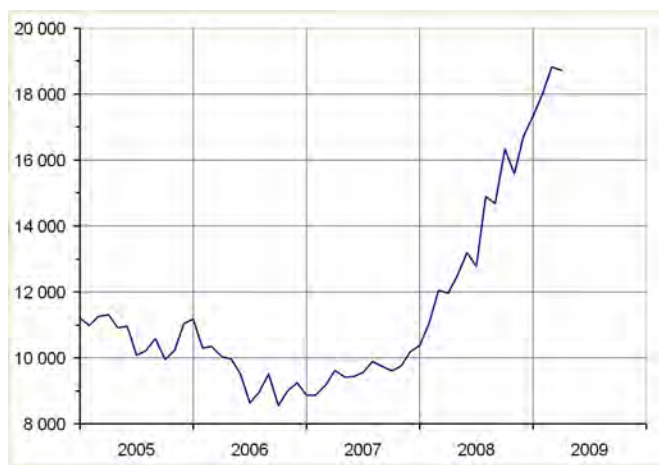
Nombre d'entreprises cotées —
 Nombre d'entreprises cotées et rééligibles --- Taux d'éligibilité ---



Source : IEOM

Mobilisation des crédits

Montant global du portefeuille en fin de mois
 (en millions de F. CFP)



Source : IEOM

Conjoncture financière et bancaire

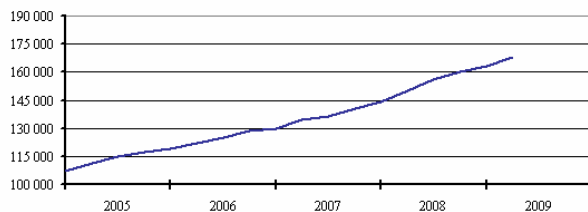
7. La monétique et les échanges de valeurs

7.1 La monétique

Monétique										Variations	
	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	1 trim	1 an
Cartes bancaires											
Nombre de cartes	101 524	111 161	121 838	134 699	149 785	155 806	160 096	163 219	168 180	3,0%	12,3%
Carte Bleue	60 259	67 254	72 828	78 840	84 915	86 602	88 427	89 189	90 624	1,6%	6,7%
Carte Jade	22 112	22 914	25 077	28 081	30 946	31 586	31 664	32 788	33 616	2,5%	8,6%
Cartes privatives	19 153	20 993	23 933	27 778	33 924	37 618	40 005	41 242	43 940	6,5%	29,5%
Terminal de paiement électronique											
Nombre de TPE	1 921	1 995	2 393	2 509	2 699	2 762	2 878	2 850	2 890	1,4%	7,1%
Nombre de transactions	1 011 846	1 110 708	1 258 023	1 365 624	1 528 817	1 574 253	1 654 796	1 822 567	1 822 078	0,0%	19,2%
Montant (milliers de XPF)	8 892 245	9 784 558	11 034 793	12 036 997	13 445 745	13 969 970	14 814 638	16 669 111	15 834 969	-5,0%	17,8%
Moyenne par transaction (milliers XPF)	9	9	9	9	9	9	9	9	9	-4,4%	-1,1%
Machines de traitement mécanique											
Nombre de MTM*	187	153	248	224	45	45	44	44	39	-11,4%	-13,3%
Nombre de transactions	8 822	5 298	4 496	4 760	4 403	3 891	3 996	4 315	5 846	35,5%	32,8%
Montant (milliers de XPF)	165 064	124 183	104 998	107 715	91 971	99 724	126 030	123 767	150 186	21,3%	63,3%
Moyenne par transaction (milliers XPF)	19	23	23	23	21	26	32	29	26	-10,5%	23,0%
Automates bancaires (DAB, GAB, DIB ...)											
Nombre d'automates	100	100	113	140	153	161	164	164	166	1,2%	8,5%
Nombre de retraits	756 735	819 304	951 001	1 085 599	1 387 397	1 468 829	1 548 228	1 601 145	1 486 151	-7,2%	7,1%
Montant (milliers de XPF)	6 633 727	7 313 250	9 154 896	10 754 478	15 251 088	15 470 655	16 170 393	17 829 433	15 230 102	-14,6%	-0,1%
Moyenne par retrait (milliers XPF)	9	9	10	10	11	11	10	11	10	-8,1%	-7,3%

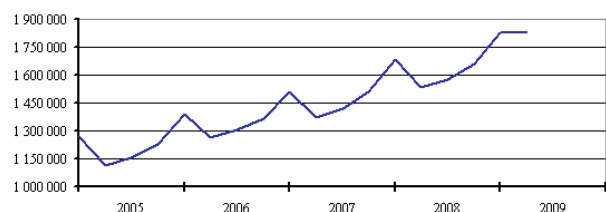
* le nombre de MTM a fait l'objet d'une régularisation en mars 2008

Nombre de porteurs



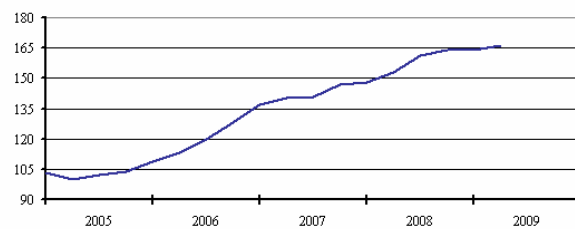
Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

Nombre de transactions sur terminaux de paiement



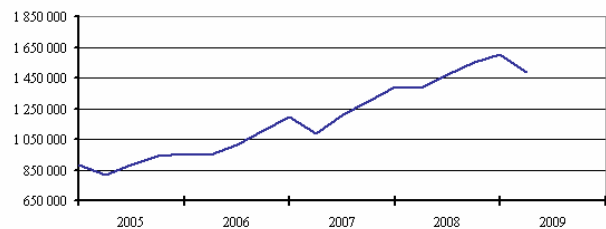
Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

Nombre d'automates bancaires (DAB, GAB, DIB...)



Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

Nombre de retraits sur automates bancaires

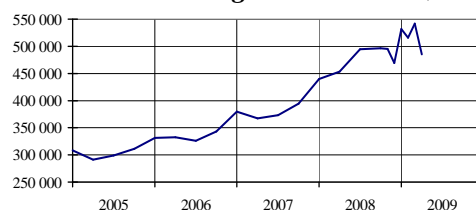


Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

7.2 Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs									Variations	
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	1 trim	1 an
En nombre	4 166 958	4 411 726	4 533 681	4 812 628	4 861 898	4 991 461	5 117 235	4 777 357	-6,6%	-0,7%
Chèques	2 838 215	2 949 006	2 973 639	3 108 062	3 110 210	3 197 934	3 309 713	2 984 124	-9,8%	-4,0%
Virements	704 859	782 736	835 445	900 125	970 936	978 025	1 023 173	934 546	-8,7%	3,8%
Effets	4 637	5 036	3 790	3 358	3 282	3 383	3 328	3 112	-6,5%	-7,3%
Autres	619 247	674 948	720 807	801 083	777 470	812 119	781 021	855 575	9,5%	6,8%
En millions de F CFP	291 491	332 699	367 459	453 169	494 840	496 109	531 533	484 933	-8,8%	7,0%
Chèques	142 984	161 933	184 359	224 933	256 455	247 761	249 154	242 121	-2,8%	7,6%
Virements	123 741	146 000	158 824	201 513	212 034	220 122	254 468	214 196	-15,8%	6,3%
Effets	8 032	9 532	7 693	7 488	7 359	8 080	7 929	7 814	-1,5%	4,4%
Autres	16 734	15 234	16 583	19 235	18 992	20 146	19 982	20 802	4,1%	8,1%

Compensation des échanges de valeurs (en millions de F CFP)



Source : IEOM

8. Rappel des taux

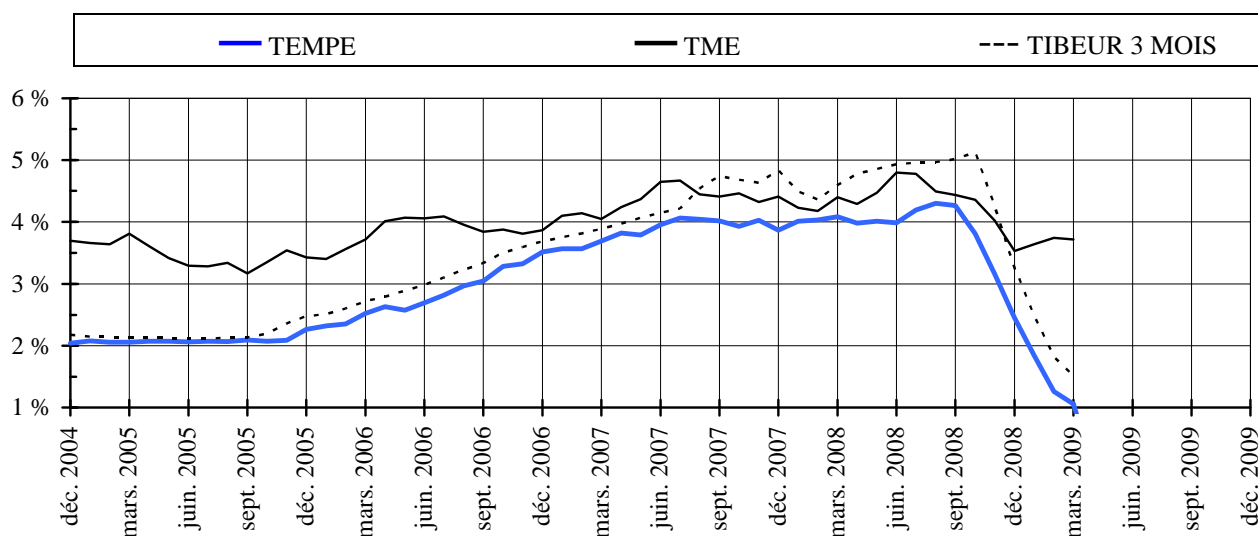
8.1 Les taux d'intérêt légal

Année 1997	Année 1998	Année 1999	Année 2000	Année 2001	Année 2002	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Année 2008	Année 2009
3,87 %	3,36 %	3,47 %	2,74 %	4,26 %	4,26 %	3,29 %	2,27 %	2,05 %	2,11 %	2,95 %	3,99 %	3,79 %

8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	19/05/2009	0,50%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	4,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,95% à 6,40% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2009)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)



TEMPE : Taux Moyen Pondéré en Euro ou EONIA (Euro Overnight Index Average)

TME : Taux Moyen des Emprunts d'État à long terme (source : CDC)

TIBEUR : Taux Interbancaire Offert en Euro ou EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate)

Conjoncture financière et bancaire

8.4 Les taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

Les dispositions métropolitaines sur l'usure ont été étendues aux collectivités d'outre-mer du Pacifique par ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006. Dès lors, les modifications suivantes ont été apportées au code monétaire et financier :

- l'article 32 de la loi n°2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique, supprimant le délit d'usure pour les contrats de prêt conclu avec des personnes morales pour des raisons professionnelles ;

- l'article 7 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, supprimant le délit d'usure pour les prêts consentis à une personne physique agissant pour des besoins professionnels.

Les taux de l'usure demeurent donc applicables pour les seuls prêts aux particuliers et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale. Un taux de l'usure sur les découverts en compte reste toutefois applicable aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.

PRÊTS AUX PARTICULIERS

Seuils de l'usure	3 ^{ème} Trim. 2008	4 ^{ème} Trim. 2008	1 ^{er} Trim. 2009	2 ^{ème} Trim. 2009
Prêts immobiliers				
- Prêts à taux fixe	7,31 %	7,36 %	7,80 %	7,83 %
- Prêts à taux variable	7,19 %	7,46 %	7,80 %	7,93 %
- Prêts à taux relais	7,24 %	7,53 %	7,72 %	8,05 %
Autres prêts				
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 F CFP (1)	20,76 %	21,09 %	21,32 %	21,36 %
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 F CFP (1)	20,51 %	20,72 %	21,11 %	20,92 %
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 F CFP	9,68 %	9,77 %	9,92 %	10,04 %

(1) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

PRETS AUX PERSONNES MORALES N'AYANT PAS D'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE, COMMERCIALE, ARTISANALE, AGRICOLE OU PROFESSIONNELLE NON COMMERCIALE

Seuils de l'usure	3 ^{ème} Trim. 2008	4 ^{ème} Trim. 2008	1 ^{er} Trim. 2009	2 ^{ème} Trim. 2009
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	11,31 %	11,35 %	11,51 %	11,69 %
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	7,47 %	9,24 %	9,04 %	7,85 %
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	7,76 %	8,15 %	8,56 %	8,07 %
- Découverts en compte (2)	14,25 %	14,17 %	14,55 %	14,13 %
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	9,68 %	10,27 %	10,45 %	8,05 %

(2) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

PRÊTS AUX PERSONNES PHYSIQUES AGISSANT POUR LEURS BESOINS PROFESSIONNELS ET AUX PERSONNES MORALES AYANT UNE ACTIVITÉ INDUSTRIELLE, COMMERCIALE, ARTISANALE, AGRICOLE OU PROFESSIONNELLE NON COMMERCIALE

Seuils de l'usure	3 ^{ème} Trim. 2008	4 ^{ème} Trim. 2008	1 ^{er} Trim. 2009	2 ^{ème} Trim. 2009
- Découverts en compte (3)	14,25 %	14,17 %	14,55 %	14,13 %

(3) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

8.5 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit

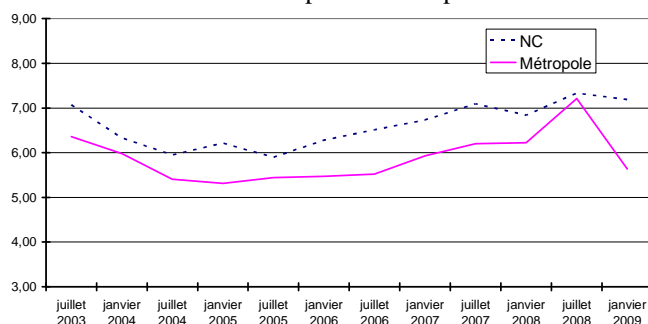
LE COÛT DU CRÉDIT AUX PARTICULIERS

Taux moyen pondéré	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Variations en points	
	janvier/février 2007	juillet/août 2007	janvier/février 2008	juillet/août 2008	janvier/février 2009	sur 12 mois	sur 6 mois
Prêts immobiliers.....	4,86%	5,05%	5,12%	5,43%	5,83%	0,71 pt	0,40 pt
Prêts personnels < 181 920 F CFP.....	11,65%	11,86%	10,51%	14,83%	18,50%	7,99 pt	3,67 pt
Découverts.....	10,33%	9,49%	10,60%	9,69%	10,94%	0,34 pt	1,25 pt
Prêts personnels > 181 920 F CFP.....	6,55%	6,81%	7,09%	7,51%	7,77%	0,68 pt	0,26 pt
TMPG.....	6,23%	6,27%	6,36%	6,58%	7,08%	0,72 pt	0,50 pt
Déclarations (en nb).....	3 450	4 514	4 863	4 569	3 891	- 20,0%	- 14,8%

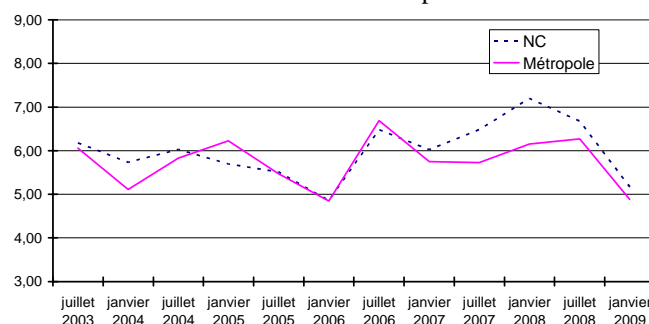
LE COÛT DU CRÉDIT AUX ENTREPRISES

Taux moyen pondéré	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Variations en points	
	janvier/février 2007	juillet/août 2007	janvier/février 2008	juillet/août 2008	janvier/février 2009	sur 12 mois	sur 6 mois
Escompte.....	6,73%	7,10%	6,84%	7,33%	7,19%	0,35 pt	-0,14 pt
Découvert.....	6,02%	6,49%	7,20%	6,68%	5,17%	-2,03 pt	-1,51 pt
Autres court terme.....	6,31%	6,95%	6,06%	6,29%	4,91%	-1,15 pt	-1,38 pt
Ensemble court terme.....	6,30%	6,70%	7,05%	6,88%	5,85%	-1,20 pt	-1,03 pt
Moyen et long terme.....	5,35%	5,52%	5,83%	5,86%	5,40%	-0,43 pt	-0,46 pt
TMPG.....	5,97%	6,27%	6,57%	6,49%	5,67%	-0,90 pt	-0,82 pt
Déclarations (en nb).....	1 770	2 157	2 114	2 099	1 789	- 15,4%	-100,0%

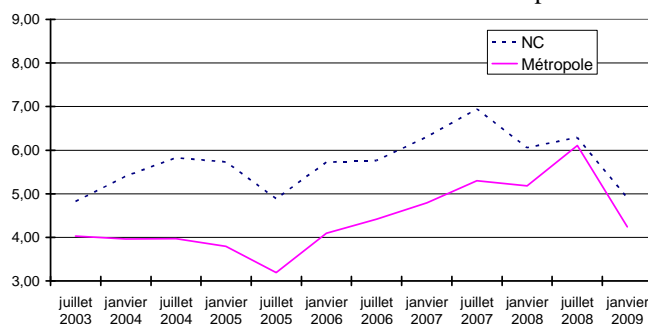
Evolution du coût moyen pondéré de l'escompte aux entreprises



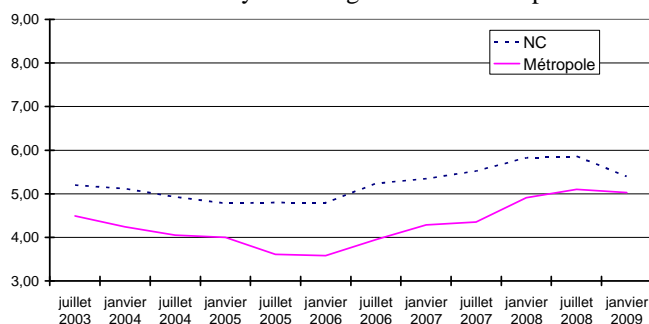
Evolution du coût moyen pondéré du découvert aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré des autres crédits à court terme aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré des crédits à moyen et long terme aux entreprises



Nota : Pour chaque catégorie de crédit, les taux retenus pour la Métropole sont ceux de la tranche des crédits correspondant au montant moyen observé sur la place lors de l'enquête

Annexe : méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale.

Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

2) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors du territoire.

Les **placements liquides ou à court terme** regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'**épargne à long terme** est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les **ménages** regroupent les particuliers et, les entrepreneurs individuels.

Les **sociétés** correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux. Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans le territoire sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden et Natixis.

Les encours de crédit des **entrepreneurs individuels** (EI) sont répartis dans les catégories « entreprises » et « ménages » selon la nature de crédits et le comportement économique qui leur est attaché. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI", notamment les crédits d'investissement, sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières" - SNF).

Conjoncture financière et bancaire

Pour les **entreprises** (SNF et EI), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs (SNF seules) et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les **ménages**, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les **autres agents** regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, à partir d'un seuil déclaratif de 2 500 K XPF de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Secteurs	Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)
Agriculture, Élevage, Pêche	01 à 05
Industrie	10 à 41
BTP	45
Commerce	50 à 52 sauf 502Z
Hôtellerie	551A, 551C, 552A, 552C, 552E et 555D
Transport et communications	60 à 64
Services	551E, 552F, 553A, 553B, 554A, 554B, 555A, 555C, 502Z, 65 à 74 et 80 à 95
Divers (essentiellement des administrations publiques)	75 et 99

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : HP. de CLERCQ
Editeur et imprimeur : IEOM
Achevé d'imprimer le 10 juin 2009
Dépôt légal : juin 2009 - n° ISSN 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER
AGENCE DE NOUVELLE-CALEDONIE
19, Rue de la République - BP 1758 - 98845 Nouméa Cedex
Téléphone : (687)275822 - Télécopie : (687)276553
e-mail : agence@ieom.nc
Site Internet : www.ieom.fr

Coordonnées du siège



IEOM

5, rue Roland Barthes
75598 PARIS CEDEX 12
tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : ieomwf@wallis.co.nc
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03